

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements généraux

Avril 2012

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 :
 - les endroits et dates du départ et de retour;
 - copie des programmes et rapports de mission;
 - les personnes rencontrées;
 - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - le nom des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupé par mission;
 - la copie des rapports de mission;
 - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;
 - le nom des firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :
 - Organisés par le ministère ou l'organisme :
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
 - le but visé par chaque dépense;
 - le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.
 - Organisés par une firme externe :
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
 - le nom de la ou des firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;
 - le but visé par chaque dépense;
 - le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
 - le nombre d'autorisations;
 - le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - le montant accordé;
 - les motifs de la demande.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
9. Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
 - indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

10. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :
 - la photocopie;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.
11. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
 - le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - les ordinateurs portables;
 - les iPad ou autre type de tablette électronique;
 - les téléavertisseurs.

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :
 - le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
 - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
13. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :
 - nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
 - nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013;
 - nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.
14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :
 - l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire de l'espace loué;
 - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
15. Coûts de déménagement, d'aménagement et de travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

16. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :
 - la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et 2011-2012;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
17. Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :
 - ministre;
 - ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :
 - le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions 2012-2013.
19. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.
20. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
 - le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
23. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
 - les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - etc.
24. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
 - le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne des mises à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
25. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :
 - la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
26. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
27. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :
 - le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
28. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :
 - le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
29. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

30. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.
31. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
33. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.
35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.
36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.1	2011-04-04 2011-04-06	Toronto	Rencontre avec des investisseurs financiers	1 789,69	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et au financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.2	2011-04-12 2011-04-14	Ottawa	Auditions du renvoi sur les valeurs mobilières par la Cour suprême du Canada	1 669,53	Rhéaume, Pierre Aboumradi, Benoît Côté, Charles	Directeur général Direction générale de l'encadrement du secteur financier et des personnes morales Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'encadrement du secteur financier Avocat Direction des affaires juridiques
1.3	2011-04-27 2011-04-29	Cambridge, Ontario	Forum sur les marchés des règles de capitalisation de Bâle III	3 021,04	Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et à l'encadrement des personnes morales
1.4	2011-05-03 2011-05-06	St-Johns, Terre-Neuve	Congrès de la conformité de L'ACCAP	2 982,19	Lessard, Fernand	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'encadrement du secteur financier
1.5	2011-05-03 2011-05-05	Toronto	Présentation de la situation de l'économie et des finances publiques du Québec à des investisseurs financiers	2 181,11	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et au financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.6	2011-05-12 2011-05-15	New York	Discours devant des représentants de banques et firmes de courtage et des investisseurs	6 288,10	Bachand, Raymond Provencher, Mathieu Paquin, Gilles Turgeon, Bernard Bélanger, Alain Asselin, Bernard	Ministre des Finances Attaché politique Sous-ministre Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et au financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette Agent de recherche et de planification socio-économique Direction générale du financement et de la gestion de la dette

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.7	2011-05-13	Toronto	Rencontre avec le groupe de recherche sur la santé au Conference board of Canada	636,32	Sirois, Marc	Directeur Direction principale de l'analyse et des prévisions budgétaires
1.8	2011-05-18 2011-05-20	Boston	Conférence "Annual Research Retreat" organisée par State Street	2 134,92	Deschênes, Éric	Directeur Direction de la gestion des risques
1.9	2011-06-18 2011-06-23	Londres	Conférence "Euromoney"	3 424,37	Asselin, Bernard	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.10	2011-06-25 2011-07-01	Londres, Paris, Amsterdam, Zurich et Munich	Rencontre avec des investisseurs financiers et des représentants de banques	22 230,32	Bachand, Raymond Provercher, Mathieu Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Ministre des Finances Attaché politique Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et au financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.11	2011-06-26 2011-06-27	Ottawa	Rencontre pour la négociation de l'entente Canada-Europe	1 103,74	Rhéaume, Pierre	Directeur général Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
1.12	2011-06-27 2011-06-29	Ottawa	Réunion du sous-comité fédéral-provincial sur les transferts fédéraux	2 211,50	Lavallée, Marie-Claude Chauvette, Jean-François	Directrice Direction des relations fédérales-provinciales Agent de recherche et de planification socio-économique Direction des relations fédérales-provinciales
1.13	2011-07-04 2011-07-08	Halifax	Réunion fédérale-provinciale des responsables du financement et rencontres avec des investisseurs financiers	6 440,61	Bélanger, Alain Deschênes, Éric Parenteau, Nathalie	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette Directeur Direction de la gestion des risques Directrice Direction principale du financement des organismes publics et de la documentation financière

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.14	2011-07-31 2011-08-03	St-John's, Terre-Neuve	Conférence annuelle des contrôleurs du Canada	6 680,09	Falardeau, Simon-Pierre Miville, André Armanda, Stéphane	Contrôleur des finances Directeur général Direction générale de la pratique professionnelle Directeur Direction de l'analyse financière consolidée et de l'opération certification
1.15	2011-08-21 2011-08-23	Victoria, Colombie- Britannique	Conférences sur la budgétisation et la diffusion de l'information budgétaire aux citoyens	1 828,57	Caron, Jacques	Directeur général Direction générale de l'organisation financière et du suivi des opérations budgétaires et non budgétaires
1.16	2011-08-23 2011-08-30	Tokyo - Beijing	Mission avec le Premier ministre et rencontres avec des investisseurs financiers	16 479,76	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.17	2011-09-08 2011-09-09	Toronto	Participation à une table ronde organisée par Euroweek	1 241,40	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.18	2011-09-08 2011-09-09	Ottawa	Rencontre sur l'Accord Canada/Union Européenne	745,22	Bouchard, François	Directeur Direction du droit corporatif et de la solvabilité
1.19	2011-09-14 2011-09-15	Kingston	Symposium sur le renouvellement des transferts fédéraux	2 157,31	Lavallée, Marie-Claude	Directrice Direction des relations fédérales- provinciales

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.20	2011-09-21	Ottawa	Négociation relativement à l'harmonisation des taxes de vente	5 339,33	Homsy, Mia Ducharme, Éric Grandisson, Marc Bahan, David Dussault, Lyne Lavoie, Mario Verreault, Nancy	Directrice adjointe de cabinet Sous-ministre adjoint À l'économie et aux relations intergouvernementales Directeur général Direction générale des relations intergouvernementales Directeur Direction des études économiques et fiscales et taxes de vente Directrice Direction des taxes Technicien en informatique Direction principale des systèmes d'information Agente de secrétariat Droit fiscal et à la fiscalité
1.21	2011-09-21 2011-09-24	Ottawa	Forum national des entités gouvernementales	659,90	Baghana, Rufin	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'organisation financière et des sociétés d'État
1.22	2011-09-28 2011-09-29	Toronto	Conférence "Assessing the impact of central clearing on canadian financial institutions" organisée par Incisive Training	633,49	Deschênes, Éric	Directeur Direction de la gestion des risques
1.23	2011-10-04 2011-10-06	Ottawa	Conférence annuelle de l'ICCA - secteur public	545,58	Lizotte, Vicky	Directrice Direction de la normalisation
1.24	2011-10-10 2011-10-11	New-York	Conférence relative à la loi Dodd-Frank	1 729,15	Philibert, Marc	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
1.25	2011-10-11 2011-10-14	Victoria, Colombie-Britannique	Rencontre provinciale-territoriale du Comité sur les arrangements fiscaux	2 729,91	Lavallée, Marie-Claude	Directrice Direction des relations fédérales-provinciales
1.26	2011-10-12 2011-10-15	New-York	Échanger avec des intervenants du monde de la finance sur les enjeux et la réglementation du milieu financier en Amérique du Nord	4 599,66	Paquet, Alain Dumais, Mélissa Boivin, Richard	Ministre délégué aux Finances Directrice de cabinet Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.27	2011-10-24 2011-10-26	Washington	"World Economic Outlook conference" d'IHS Global Insight	3 453,47	Jutras, Marie-Ève St-Antoine, Catherine	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie internationale et des marchés financiers Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie internationale et des marchés financiers
1.28	2011-10-27	Ottawa	Comité fédéral-provincial sur la fiscalité	1 678,60	Morin, Josée Simard, Agathe	Sous-ministre adjoint Droit fiscal et à la fiscalité Directrice Direction des impôts des entreprises et de l'intégrité
1.29	2011-11-15 2011-11-16	Toronto	Conférence sur l'encadrement des dérivés OTC	2 979,90	Aubuchon, André	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du droit corporatif et de la solvabilité
1.30	2011-11-15 2011-11-18	San Fransico (Californie)	Rencontre avec des investisseurs financiers	4 800,55	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.31	2011-12-06 2011-12-07	New-York	Conférence d'Euromoney "Canadian Debt Capital Markets Investor Forum"	4 238,23	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain Asselin, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette Agent de recherche et de planification socio-économique Direction générale du financement et de la gestion de la dette

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.32	2011-12-17 2011-12-20	Vancouver, Colombie- Britannique	Rencontre fédérale- provinciale-territoriale des ministres des Finances	13 828,69	Bachand, Raymond Homsy, Mia Monty, Luc Ducharme, Éric Gauthier, Carl Grandisson, Marc Bahan, David Lavallée, Marie-Claude	Ministre des Finances Directrice adjointe de cabinet Sous-ministre Sous-ministre adjoint À l'économique et aux relations intergouvernementales Sous-ministre adjoint Politiques économiques et fiscales Directeur général Direction générale des relations intergouvernementales Directeur Direction des études économiques et fiscales et taxes de vente Directrice Direction des relations fédérales- provinciales
1.33	2012-01-13 2012-01-18	Victoria Colombie- Britannique	Rencontre hivernale 2012 du Conseil de la fédération	1 907,95	Ducharme, Éric	Sous-ministre adjoint À l'économique et aux relations intergouvernementales
1.34	2012-01-23 2012-01-25	Vancouver	Réunion du bureau de transition en valeurs mobilières	1 596,25	Rhéaume, Pierre	Directeur général Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
1.35	2012-01-23 2012-01-27	Norvège	Accroître les connaissances relatives aux politiques et leur gestion des ressources pétrolières	3 346,48	Dionne, Michel	Directeur Direction principale de l'analyse et de la prévision des revenus autonomes
1.36	2012-01-24 2012-01-25	Ottawa	Rencontre du Sous- comité sur les transferts	508,98	Lavallée, Marie-Claude	Directrice Direction des relations fédérales- provinciales
1.37	2012-01-29 2012-01-30	Toronto	Participation à une table ronde	769,04	Braeken, Veerle	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
1.38	2012-01-30 2012-02-01	Halifax	Rencontre du groupe de travail sur la réglementation des valeurs mobilières	3 361,96	Boivin, Richard Rhéaume, Pierre Aboumradi, Benoît	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif Directeur général Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du droit corporatif et de la solvabilité

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.39	2012-02-28	Toronto	Rencontre avec une institution financière	1 186,50	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
1.40	2012-03-02	Toronto	Rencontre avec le Conseil de surveillance de la normalisation comptable (CSNC)	2 694,20	Monty, Luc Turgeon, Bernard Falardeau, Simon-Pierre	Sous-ministre Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières Contrôleur des finances
1.41	2012-03-15	Toronto	Rencontre avec des représentants du Conseil de la comptabilité dans le secteur public	1 906,90	Falardeau, Simon-Pierre Miville, André	Contrôleur des finances Directeur général Direction générale de la pratique professionnelle
1.42	2012-03-28 2012-03-29	Ottawa	Budget fédéral 2012-2013	6 225,30	Homsy, Mia Grandisson, Marc Lavallée, Marie-Claude Leclerc, François Aboumrad, Benoît Chauvette, Jean-François Drolet, Simon Poulin, Carl Denis, France Cyr-Boudreau, Mathieu Veilleux, Audrey	Directrice adjointe de cabinet Directeur général Direction générale des relations intergouvernementales Directrice Direction des relations fédérales-provinciales Directeur Direction de l'analyse et de la planification budgétaire Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du droit corporatif et de la solvabilité Agent de recherche et de planification socio-économique Direction des relations fédérales-provinciales Agent de recherche et de planification socio-économique Direction générale des politiques aux entreprises Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de la taxation des particuliers Agente de recherche et de planification socio-économique Direction des infrastructures technologiques Technicien en informatique Direction des infrastructures technologiques Agente de secrétariat Direction générale des relations intergouvernementales

Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Ministre des Finances

Date du voyage	Itinéraire	Coût
2011-05-26	Québec – Montréal - Québec	814 \$
2011-09-09	Québec – Montréal -Québec	980 \$

Ministre délégué aux Finances

Date du voyage	Itinéraire	Coût
2011-04-05	Montréal – Québec -Montréal	1713 \$
2011-11-15	Québec - Montréal – Québec	708 \$

Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Liste des dépenses en publicité

Fournisseur	Dépenses 2011-2012	Dépenses 2012-2013
Centre des services partagés du Québec ¹	Appel de candidatures pour un poste de Juriste- Fiscaliste (DRH) 3 388 \$	—

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

¹ Le Service de la publicité du Centre des services partagés coordonne le placement médias pour le gouvernement du Québec.

Q-4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

	Type d'événement	But visé	Coûts	Fournisseur
1.	Point de presse	Séance de photo du ministre pour le budget 2011-2012	----	
2.	Point de presse	Retombées économiques et fiscales du Plan Nord	----	
3.	Activité de presse	Réaction du ministre au budget fédéral	438,00 \$	CSPQ
4.	Conférence de presse	Retombées économiques et fiscales du Plan Nord	1 563,62 \$ 1 381,10 \$	Hôtel intercontinental CSPQ
5.	Conférence de presse	Annonce relative à l'harmonisation des taxes de vente	----	
6.	Point de presse	Présentation de nouveaux outils pour améliorer la protection des personnes vulnérables	----	
7.	Conférence de presse	Comptes publics 2010-2011 et mise à jour sur la situation économique et financière	----	
8.	Point de presse	Annonce relative au taux d'indexation du régime fiscal et des tarifs	----	
9.	Point de presse	Mise au point sur les retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles	----	
10.	Point de presse	Évolution de la mise en place des RVER	----	
11.	Conférence de presse	Réaction à la décision de la Cour suprême dans le dossier de la commission des valeurs mobilières	830,00 \$	Hôtel Delta
12.	Point de presse	Réaction du ministre à une conférence de presse de Pauline Marois sur la santé	----	
13.	Point de presse	Annonce de la date du budget 2012-2013	----	
14.	Activité de presse	Séance de photo du ministre pour le budget 2012-2013	----	
15.	Activité de presse	Huis clos du budget 2012-2013	45 030,10 \$ 44 591,56 \$ 12 568,30 \$	Centre des congrès Capital HRS Teksho

Q-5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant	Montant versé
5.1	AFI expertise	Services en informatique	9 975 \$	0 \$
5.2	Académie de formation informatique (AFI)	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 150 \$	1 150 \$
5.3	Académie de formation informatique (AFI)	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - bureautique	1 290 \$	1 290 \$
5.4	Alexandre Turcotte	Services en comptabilité et planification financière	20 000 \$	6 353 \$
5.5	Andrée Nolet	Services de révision linguistique et de corrections d'épreuves	9 550 \$	0 \$
5.6	Anglais en action	Développement et maintien des compétences - anglais	1 560 \$	1 560 \$
5.7	Association des économistes québécois (ASDEQ)	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - économie	6 500 \$	6 500 \$
5.8	Audrey Descroisselles	Services de soutien administratif	20 000 \$	2 482 \$
5.9	CFA Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - économie	1 910 \$	1 910 \$
5.10	Camig	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - ressources humaines	9 900 \$	9 900 \$
5.11	Carmine Vertone	Services de consultant au regard des hydrocarbures	24 500 \$	0 \$
5.12	Carole Sévigny	Services de soutien administratif	20 000 \$	12 971 \$
5.13	Centre Microbur	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - perfectionnement en français écrit	20 000 \$	14 040 \$
5.14	Centre interuniversitaire de recherche en analyse des opérations (Cirano)	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - finance	1 000 \$	1 000 \$
5.15	Cercle Finance du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - finance	1 515 \$	1 515 \$
5.16	Cercle finance du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - finance	1 210 \$	1 210 \$
5.17	Composition Ste-Foy	Services de traduction	2 533 \$	2 533 \$
5.18	Composition Ste-Foy	Services de traduction	9 900 \$	1 057 \$
5.19	Copies de la Capitale	Services d'impression	2 201 \$	2 201 \$
5.20	DRI Canada	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	2 550 \$	2 550 \$
5.21	Edgar	Services de traduction	9 900 \$	3 587 \$
5.22	Excydium Communications	Services de rédaction	3 800 \$	3 800 \$

Q-5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012. (suite)

No	Nom du prestataire (ou de l'organisme)	Objet	Montant	Montant versé
5.23	Formation Terra Nova	Services de formation en ligne et de sensibilisation du personnel à la sécurité de l'information	5 945 \$	5 945 \$
5.24	Guillaume Beaumier	Services en informatique	15 000 \$	4 410 \$
5.25	Imprimerie Irving	Services d'impression	3 344 \$	3 344 \$
5.26	Infonex	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - finance	2 033 \$	2 033 \$
5.27	Institut de la gestion financière de Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - abonnements et cotisations	7 280 \$	7 280 \$
5.28	Institut du nouveau monde	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - connaissances des enjeux du système de santé	1 400 \$	1 400 \$
5.29	JB Deschamps	Services d'impression	8 094 \$	8 094 \$
5.30	Jean Lavoie	Services en informatique	20 000 \$	0 \$
5.31	Larouche Consultant Inc.	Services de rédaction et de révision de textes.	23 500 \$	23 500 \$
5.32	Lily Kirouack	Services de soutien administratif	20 000 \$	1 370 \$
5.33	Lorraine Boulianne	Services de soutien administratif	20 000 \$	16 289 \$
5.34	Ludovic Blindou Assamoi	Services en informatique	22 000 \$	5 880 \$
5.35	Léger Marketing	Réalisation d'une étude	2 500 \$	0 \$
5.36	Maintenance Eureka	Services de surveillance	8 805 \$	8 805 \$
5.37	Marie-Alexandra Lachance	Services d'ergonomie	9 900 \$	2 059 \$
5.38	Marie-Hélène Moreau	Services de soutien administratif	20 000 \$	7 929 \$
5.39	Martin Dion	Services d'aménagement	22 000 \$	10 180 \$
5.40	Michel Clair	Services d'expert-conseil en matière d'organisation et de financement des soins de santé	4 900 \$	4 900 \$
5.41	Michèle Bolduc	Services de soutien administratif	22 000 \$	4 423 \$
5.42	Neuro Design	Services en informatique	9 900 \$	0 \$
5.43	Ordre des comptables agréés du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - comptabilité	1 999 \$	1 999 \$
5.44	Ordre des comptables agréés du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - comptabilité	16 666 \$	16 666 \$
5.45	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - ressources humaines	2 620 \$	2 620 \$
5.46	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - ressources humaines	1 260 \$	1 260 \$
5.47	SOM	Réalisation de trois études	9 900 \$	9 900 \$
5.48	Samuel Berthiaume	Services en fiscalité	24 900 \$	9 695 \$
5.49	Services Conseils Hardy	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 344 \$	1 344 \$
5.50	Services conseils Hardy	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	2 688 \$	2 688 \$

Q-5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012. (suite)

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant ¹	Montant versé ²
5.51	Services conseils Hardy	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 344 \$	1 344 \$
5.52	Services conseils Siliam	Services en informatique	2 736 \$	2 736 \$
5.53	Stéphanie Bossé	Services de soutien administratif	20 000 \$	1 522 \$
5.54	Sylvain Boudreau	Services de soutien administratif	20 000 \$	391 \$
5.55	Symetrix protection	Services de nettoyage spécialisé	13 979 \$	13 979 \$
5.56	Syntell	Services en informatique	24 375 \$	24 375 \$
5.57	Technoconseil	Services en informatique	15 000 \$	13 487 \$
5.58	Technologia	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 025 \$	1 025 \$
5.59	Teksho	Services dans le domaine des équipements audio, vidéo et d'éclairage	12 018 \$	0 \$
5.60	Tip Plan conseils	Services relatifs au Plan de continuité des affaires du Ministère	9 950 \$	6 588 \$
5.61	Yves Fréchette	Services en informatique	23 000 \$	2 905 \$
5.62	Élise Bergeron	Services de soutien administratif	20 000 \$	1 929 \$

¹ Montant du contrat avec le fournisseur

² Montant déjà versé au fournisseur

Q-6 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande.

Nom du fournisseur	Montant	Motif
Nurun inc.	33 045 \$	Réalisation de demandes de changements et transfert d'expertise dans le cadre d'un contrat d'architecture et de développement informatique.

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 5.

Q-8 Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- Q-9 Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :**
- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
 - indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Projet initié en 2011-2012

Nom du projet :	CCRG – Conciliation et comptabilisation des recettes gouvernementales	
Nature du projet :	Développement informatique	
Montant initialement prévu :	360 200 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	360 200 \$	
Sommes totales engagées à ce jour :	29 507 \$ (ressources externes) 13 575 \$ (ressources internes)	
	Total : 43 082 \$	
% de réalisation en date du 31 mars 2012 :	12 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
CGI	29 507 \$	Appel d'offres public

Aucune étude d'opportunité relative à l'acquisition de logiciels libres n'a été réalisée car il s'agit d'un projet de développement informatique.

Q-9 Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

Projet initié en 2011-2012

Nom du projet :	TRANSMI	
Nature du projet	Le projet de transmission électronique, de système à système des états financiers des réseaux de la Santé et de l'Éducation, a pour objectif de mettre en place les processus et les outils permettant la gestion des transmissions électroniques des données des états financiers des réseaux, des agences, des établissements et des commissions scolaires. Les processus couvrent autant la gestion des versions, de la concordance des données entre les réseaux et le Contrôleur des finances et l'analyse des données transmises.	
Montant initialement prévu :	880 000 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	780 000 \$ (révisé en date du 31-10-2011)	
Sommes totales engagées en date du 31 mars 2012:	Ressources externes : 189 409,67 \$ CSPQ : 3 317,52 \$ Ressource interne : Non disponible	
	Total : 192 727,19 \$	
% de réalisation en date du 31 mars 2012 :	19,8 %	
Firmes ou OSBL associées au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant versé	Mode d'octroi du contrat
Oracle	154 544,67 \$	Avis d'intention
TOMONT	34 865,00 \$	Appel d'offres public
CSPQ	3 317,52 \$	Frais de négociation du CSPQ

Q-9 Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

Projet initié en 2011-2012

Nom du projet :	GID - Gestion intégrée des documents	
Nature du projet :	Projet visant l'acquisition d'un progiciel de gestion des documents	
Montant initialement prévu :	767 686\$	
Plus récents estimés du coût du projet :	767 686\$	
Sommes totales engagées à ce jour :	19 900 \$ (ressources externes) N/D (ressources internes)	
	Total : 19 900 \$	
% de réalisation en date du 31 mars 2012 :	0 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
CGI (analyse préliminaire)	19 900\$	Appel d'offres public

Le ministère est en attente d'outils annoncés (par le Secrétariat du Conseil du trésor) permettant d'évaluer les différentes possibilités d'acquisition des logiciels libres. Cependant, l'appel d'offres qui sera lancé prochainement, afin de recevoir des soumissions pour l'acquisition d'un progiciel est ouvert à tout type de produits, libre ou sous licence.

Projet initié en 2011-2012

Nom du projet :	MSIFQ - Modernisation du système d'information du Fonds de financement et de Financement-Québec	
Nature du projet :	Développement informatique	
Montant initialement prévu :	2 707 615 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	2 707 615 \$	
Sommes totales engagées à ce jour :	652 593 \$ (ressources externes) 59 935 \$ (ressources internes)	
	Total : 712 528 \$	
% de réalisation en date du 31 mars 2012 :	26 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
CGI (Architecture et migration des données)	625 818 \$	Appel d'offres public
Symbiose (réalisation du projet)	26 775 \$	Appel d'offres public

Aucune étude d'opportunité relative à l'acquisition de logiciels libres n'a été réalisée car il s'agit d'un projet de développement informatique.

Q-9 Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

Projet initié en 2010-2011

Nom du projet :	NOTFIN			
Nature du projet	Vise à implanter une solution pour obtenir des entités du périmètre comptable les renseignements complémentaires aux états financiers afin de produire les notes publiées dans les comptes publics du gouvernement du Québec.			
Montant initialement prévu :	750 000 \$			
Plus récents estimés du coût du projet :	669 000 \$ (révisé en date du 31-10-2011)			
Sommes totales engagées en date du 31 mars 2012 :		2010-2011	2011-2012	Total
	Ress. externes :	127 937 \$	346 917 \$	474 854 \$
	Ress. internes :	116 000 \$	70 438 \$	186 438 \$
		243 937 \$	417 355 \$	661 292 \$
% de réalisation en date du 31 mars 2012 :	98,8 %			
Firmes ou OSBL associées au développement du projet				
Nom du fournisseur	Montant versé		Mode d'octroi du contrat	
JPA Conseil (2010-2011)	16 114,47 \$		Contrat gré à gré	
Groupe CMI (2010-2011)	111 822,50 \$		Appel d'offre public	
NuRUN (2011-2012)	346 917,71 \$		Appel d'offre public	

Projet initié en 2010-2011

Nom du projet :	SGT		
Nature du projet	Vise à élaborer une solution pour améliorer la gestion du temps et des efforts des employés du Contrôleur des finances et de rendre disponible l'information stratégique sur les activités et les projets. En lien avec les processus d'affaires du Contrôleur des finances.		
Montant initialement prévu :	160 000 \$		
Plus récents estimés du coût du projet :	160 000 \$		
Sommes totales engagées en date du 31 mars 2012 :	2010-2011	2011-2012	Total
	74 000 \$	86 000 \$	160 000 \$
% de réalisation en date du 31 mars 2012 :	100 % à l'interne		

Q-10 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
- i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total
Photocopies	154 188 \$
Mobilier de bureau	89 856 \$
Distributeurs d'eau de source	3 226 \$
Frais de déplacements:	
- Frais de transport	369 311 \$
- Frais d'hébergement	145 252 \$
- Frais de repas	70 923 \$
	585 486 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ¹ :	
- au Québec	291 953 \$
- à l'extérieur du Québec	5 903 \$
	297 856 \$

¹ Excluant les frais de déplacement mentionnés à la rubrique précédente.

Q-11 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense, reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry , iPhone ou autre type de téléphone intelligent;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les ordinateurs portables ;
- les iPad ou autre type de tablette électronique ;
- les téléavertisseurs.

Téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent

Objet	Total / fournisseurs
Nombre	214
Coût d'acquisition	1 097,83 \$
Coût d'utilisation	37 616,44 \$
Coût des contrats téléphoniques	106 028,25 \$
Fournisseurs	<ul style="list-style-type: none">- Méga-Sat (Rogers)- Communications Duplessis (Bell Mobilité)- B-Tel inc. (Bell Mobilité)

Ordinateurs portables, iPad ou autre type de tablette électronique

Type de dépenses	Total
Coût d'acquisition	18 131,86 \$
Coût d'utilisation	1 162,50 \$

Téléavertisseurs

Type de dépenses	Total
Coût d'utilisation	350,39 \$

Q-12 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

1. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
2. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
3. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
4. le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
5. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
6. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
7. le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
8. le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
9. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
10. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
11. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
12. le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
13. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Q-12 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes. (suite)

1. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi en 2011-2012 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

Informations pour le ministère des Finances

Catégorie	Hors cadres ¹		Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans					42	8,1	8	1,6			50	9,7
Hommes de 35 ans et plus	9	1,7	54	10,5	134	26,0	16	3,1	2	0,4	215	41,7
Total - Hommes	9	1,7	54	10,5	176	34,1	24	4,7	2	0,4	265	51,4
Femmes de moins de 35 ans			1	0,2	44	8,5	20	3,9			65	12,6
Femmes de 35 ans et plus	1	0,2	24	4,7	107	20,8	53	10,3			185	36,0
Total - Femmes	1	0,2	25	4,9	151	29,3	73	14,2			250	48,6
Total	10	1,9	79	15,4	327	63,4	97	18,9	2	0,4	515	100,0
Personnes handicapées de moins de 35 ans												
Personnes handicapées de 35 ans et plus					4	0,8	1	0,2			5	1,0
Total					4	0,8	1	0,2			5	1,0
Anglophones de moins de 35 ans					1	0,2					1	0,2
Anglophones de 35 ans et plus					1	0,2					1	0,2
Total					2	0,4					2	0,4
Autochtones de moins de 35 ans												
Autochtones de 35 ans et plus					1	0,2					1	0,2
Total					1	0,2					1	0,2
Communautés culturelles de moins de 35 ans					10	1,9	1	0,2			11	2,1
Communautés culturelles de 35 ans et plus			1	0,2	32	6,2	2	0,4			35	6,8
Total			1	0,2	42	8,1	3	0,6			46	8,9
Total : Moins de 35 ans			1	0,2	86	16,7	28	5,5			115	22,3
Total : 35 ans et plus	10	1,9	78	15,1	241	46,8	69	13,4	2	0,4	400	77,7
Total	10	1,9	79	15,3	327	63,5	97	18,9	2	0,4	515	100,0

Note : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 23 mars 2012.

1 : Inclut des hors cadres à contrats affectés par décret.

Q-12 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes. (suite)

2. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel en 2011-2012;

Catégorie de personnel	Cadres et Hors cadres	Profession nels	Fonctionna ires	Ouvrie rs	Total
Nombre de jours	185,0	3 502,5	1 090,5	97,0	4 875,0

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 23 mars 2012.

3. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2011-2012 ;

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

4. Le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2011-2012 (argent, vacances, etc.);

Catégorie de personnel	Heures de travail supplémentaires effectuées	Heures de travail supplémentaires compensées	Heures de travail supplémentaires payées
Hors cadres et cadres	0	0	0
Professionnels	15 714	5 952	9 762
Fonctionnaires	4 934	995	3 939
Ouvriers	40	0	40
Total	20 688	6 947	13 741

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 23 mars 2012.

5. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2011-2012 ;

Catégorie de personnel	Jours de vacances
Hors cadres et cadres	1 823
Professionnels	6 963
Fonctionnaires	2 230
Ouvriers	43
Total	11 059

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 23 mars 2012.

6. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus en 2011-2012 ;

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

7. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-12 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes. (suite)

8. Le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

9. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Catégorie de personnel ¹	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres²		
2011-2012	10	
2010-2011	10	
2009-2010	9	
Cadres		
2011-2012	79	
2010-2011	78	
2009-2010	82	
Professionnels		
2011-2012	324	3
2010-2011	327	3
2009-2010	323	2
Personnel de bureau et techniciens		
2011-2012	96	1
2010-2011	96	
2009-2010	98	
Ouvriers		
2011-2012	2	
2010-2011	2	
2009-2010	3	
Agents de la paix		
2011-2012		
2010-2011		
2009-2010		

1 : Inclut les Fonds de financement.

2 : Inclut des hors cadres à contrats affectés par décret.

Q-12 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes. (suite)

10. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Années	Niveau expert	Niveau émérite	Total
2011-2012	120	10	130
2010-2011	125	12	137
2009-2010	122	9	131

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 23 mars 2012.

11. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

Années	Nombre d'employés
2011-2012	62
2010-2011	46
2009-2010	47

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP en place au 23 mars 2012.

12. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Catégorie de personnel ¹	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres²		
2011-2012	10	
2010-2011	10	
2009-2010	9	
Cadres		
2011-2012	85	
2010-2011	85	
2009-2010	81	
Professionnels		
2011-2012	454	3
2010-2011	458	3
2009-2010	471	3
Personnel de bureau et techniciens		
2011-2012	141	1
2010-2011	157	
2009-2010	167	
Ouvriers		
2011-2012	2	
2010-2011	2	
2009-2010	3	
Agents de la paix		
2011-2012		
2010-2011		
2009-2010		

1 : Inclut les Fonds de financement (16 ETC autorisés).

2 : Inclut des hors cadres à contrats affectés par décret.

Q-12 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes. (suite)

13. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

Nous ne pouvons répondre à cette demande puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions.

Q-13 Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013;
- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

- Nombre de départs à la retraite en 2011-2012 : 17
- Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 8
- Nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013 : 9
- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : Aucun

Q-14 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue St-Louis, Québec (Québec) G1R 5L3

Superficie louée :	12 705,03 m ²
Coût de la location :	2 943 689,64 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} avril 1987
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)
Coûts d'aménagements :	33 950,59 \$

ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec (Québec) G1R 5A1

Superficie louée :	5 583,41 m ²
Coût de la location :	1 142 460,72 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} mai 1986
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)
Coûts d'aménagements :	481,89 \$

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook, Québec (Québec) G1R 4J3

Superficie louée :	6 201,62 m ²
Coût de la location :	1 257 314,28 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)
Coûts d'aménagements :	4 171,42 \$

CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue St-Antoine ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X7

Superficie louée :	860,65 m ²
Coût total de la location :	291 994,08 \$
Durée du bail :	8 avril 1992 au 31 décembre 2017
Propriétaire de l'espace loué :	Ivanhoé Cambridge Caisse de dépôt et placement du Québec
Coûts d'aménagements :	7 514,90 \$

5450, Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y6

Superficie louée :	163,72 m ²
Coût total de la location :	34 055,16 \$
Durée du bail :	1 ^{er} mars 2006 au 31 octobre 2012
Propriétaire de l'espace loué :	Gestion 5450 Côte des Neiges Inc.
Coûts d'aménagements :	Aucun

400, boul. St-Martin ouest, bureau 208, Laval (Québec) H7M 3Y8

Superficie louée :	148,73 m ²
Coût total de la location :	33 705,96 \$
Durée du bail :	1 ^{er} août 2011 au 31 juillet 2016
Propriétaire de l'espace loué :	7865317 Canada Inc.
Coûts d'aménagements :	3 361,73 \$

Q-15 Coûts de déménagement, d'aménagement et de travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2011 à ce jour.

Cabinet du ministre des Finances :

ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis, Québec (Québec) G1R 5L3

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1er avril 2011 : Aucun

Cabinet du ministre des Finances :

CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue St-Antoine ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X7

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1er avril 2011 : 7 514,90 \$

Bureau de la circonscription d'Outremont :

5450, Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y6

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1er avril 2011 : Aucun

Cabinet du ministre délégué aux Finances :

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook, Québec (Québec) G1R 4J3

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1er avril 2011 : Aucun

Cabinet du ministre délégué aux Finances :

COMPLEXE DESJARDINS, tour Nord, secteur D261R0, 150, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal (Québec) H3B 1A7

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1er avril 2011 : Aucun

Bureau de la circonscription de Laval-des Rapides :

400, boul. St-Martin ouest, bureau 208, Laval (Québec) H7M 3Y8

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1er avril 2011 : 3 361,73 \$

Q-16 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet du ministre des Finances et du ministre du Revenu

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache	
Barker-Greene	Cody	Attaché politique	Québec	*
Bélanger	Gabrielle	Attachée politique	Québec	*
Cloutier	Audrey	Attachée politique	Québec	*
Correa-Appleyard	Dolores	Attachée politique	Montréal	*
Couture	Élisabeth	Employée de soutien	Québec	
Fournier	Louise	Attachée politique	Québec	*
Gingras	Josée	Attachée politique	Montréal	*
Godin	Diane	Employée de soutien	Montréal	*
Homsy	Mia	Directrice de cabinet adjointe	Montréal	*
Houle-Mireault	Jonathan	Attaché politique	Montréal	*
Idrissi	Salim	Attaché politique	Montréal	
Koutchenkov	Philippe	Attaché politique	Montréal	*
Larroque	Grégory	Attaché politique	Montréal	*
Paquet-Brousseau	Diane	Employée de soutien	Québec	*
Poulin	Catherine	Attachée politique	Québec	*
Proulx	Jean-Sébastien	Attaché politique	Québec	*
Provencher	Mathieu	Attaché politique	Montréal	
Sénécal	Sylvie	Employée de soutien	Montréal	
Sigier	Anne-Françoise	Employée de soutien	Québec	*
Sormany	André	Directeur de cabinet	Montréal	*
Takech	Alexandra	Attachée politique	Québec	
Tremblay	Claire	Attachée politique	Québec	*
Vinet	Carole	Attachée politique	Montréal	*
Zavaglia	Marisa	Attachée politique	Montréal	*

* En poste au 31 mars 2012

Q-16 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012. (suite)

Masse salariale du cabinet : 1 200 000 \$

Période	Masse salariale autorisée
Du 8 septembre 2010 au 31 mars 2012	1 200 000 \$ * (CT 209466 daté du 26 octobre 2010)

* Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre du Revenu.

Tous les employés des cabinets ministériels doivent signer la Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et la Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État, lors de leur entrée en fonction.

Cabinet du ministre délégué aux Finances

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache	
Barbarie	Guylaine	Attachée politique	Montréal	
Bastien	Denise	Employée de soutien	Québec	*
Beaulieu Gravel	Marilie	Attachée politique	Montréal	*
Bélair	Stéphanie T.	Employée de soutien	Montréal	*
Dumais	Mélissa	Directrice de cabinet	Montréal	*
Durocher	Hélène	Attachée politique	Montréal	*
Fortin	Janie	Attachée politique	Montréal	*
Gingras	Sylvie	Attachée politique	Montréal	*
Harvey	Christine	Attachée politique	Québec	
Le Bertre	René	Attaché politique	Québec	*
Leduc	Marie-Catherine	Employée de soutien	Montréal	*
Lemay	Louise	Attachée politique	Montréal	
Lessard	Jean-François	Attaché politique	Montréal	
Nantel	Ginette	Employée de soutien	Montréal	
Ndayisenga	Claudine	Employée de soutien	Montréal	
Picard	Stéphanie	Employée de soutien	Québec	
Rodrigue	Jean-Sébastien	Attaché politique	Montréal	

* En poste au 31 mars 2012

Masse salariale du cabinet : 470 000 \$

Période	Masse salariale autorisée
Du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	470 000 \$ (CT 210647 daté du 4 octobre 2011)

Tous les employés des cabinets ministériels doivent signer la Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et la Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État, lors de leur entrée en fonction.

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :

- ministre;
- ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

Nom	Montant (\$)
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DES FINANCES	
Altergo	10 000
Arche Mauricie inc.	1 000
Arion Orchestre Baroque	200
Arts et Reflets	250
Association culturelle et artistique de la Maison Vézina	250
Association culturelle Haïtienne La Perle retrouvée	2 000
Association de Montréal pour la déficience intellectuelle	500
Association des économistes québécois	2 500
Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges	15 000
Association des jeunes professionnels chinois	500
Association de Soccer mineur de Magog	500
Association francophone pour le savoir (Acfas)	5 000
Association jamaïque de Montréal inc.	500
Association pulmonaire du Québec	500
Association régionale de soccer Bourassa inc.	600
ASTROLab du Mont-Mégantic	500
Autisme et troubles envahissants du développement Montréal	250
Avocats sans frontières Canada	2 500
C.A.D.O. Centre Artisanal pour la Déficience-Intellectuelle de l'Outaouais	500
Casteliers	1 200
Centaur Theater company	2 500
Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	1 500
CPE le Coin des enfants de l'avenue du parc	1 000
Centre de Répit Philou	5 000
Chambre de commerce de Sainte-Adèle	500
Chevra Hatzoloh de Montréal	2 000
Circuit des Arts Memphrémagog	200
Club d'activités physiques APADOR	500
Club de minéralogie Alco-pierre Asbestos	750
Club des petits déjeuners du Québec	500
Club du Bonheur Parc Delorme	1 000
Club l'Espoir jeunesse	1 000
Club sportif Les Appalaches inc.	250
Coalition d'organisations hassidiques d'Outremont	1 000
Collège Sainte-Marcelline	1 000
Colonie Sainte-Jeanne d'Arc	1 000
Communauté Noire Africaine de Montréal-Canada	600
Communauté Sépharade unifiée du Québec	15 000
Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent	10 000
Corporation de l'Exposition Agricole du Centre-du-Québec	1 500
Corporation du Théâtre Outremont	10 000
Coupe internationale « Les enfants jouent pour les enfants »	300
Culture Montréal	2 000
Cyclo Nord-Sud	200
Donald Berman Yaldei Development Centre	1 000
Dr Clown	600
École Iona	2 800
École Nouvelle-Querbes	5 000
École Secondaire Jean-de-Bréboeuf	225
Éducaide	350
Entraide Grands Brûlés	500
Espace Go inc.	5 000
Espace Libre inc.	400
Exeko	1 500

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre des Finances (suite) :

Nom	Montant (\$)
Fédération québécoise des Dix Quilles	750
Festiblues International de Montréal	500
Festival culturel Nord Africain de Montréal	1 200
Festival des films sur l'entreprise	2 000
Festival international du film sur l'art (FIFA)	3 000
Fond de dotation du département des sciences économiques	1 000
Fondation Arts-Études	1 000
Fondation de l'école St-Michel	500
Fondation de l'Hôpital général juif	1 500
Fondation de l'Hôpital Pierre-le-Gardeur	500
Fondation des étoiles	1 000
Fondation des parlementaires québécois – Cultures à partager	500
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec	500
Fondation du Mont-de-La Salle	500
Fondation du Musée d'Art Contemporain de Montréal	1 500
Fondation Garnierkids.com inc.	1 000
Fondation internationale des cultures à partager	1 000
Fondation Institut de gériatrie de Montréal	3 000
Fondation Pointe-à-Callière	1 000
Fondation Simple Plan	1 000
Fondation Sourdine	1 000
Fondation Y des femmes	1 000
Force Jeunesse inc.	2 000
Guide touristique des régions du Québec	3 000
India Canada Organization ICO	500
Info-culture.biz	500
Initiative 1,2,3,Go	500
Jeunes Entreprises du Québec inc.	1 000
Jeunesse au Soleil inc.	3 000
La Fondation du Centre des Sciences de Montréal	1 000
La Fondation du Grand Montréal	1 000
La Fondation Générations	250
La Fondation Jean Duceppe	1 000
La Maison Bleue	3 000
La Maison Théâtre	1 000
La Société Saint-Vincent de Paul de Montréal	500
La Troupe du Théâtre de Quartier	500
L'Auguste Théâtre	500
Le Cabaret du Mile-End	1 000
Le Chic Resto Pop inc.	500
Le Festival de la musique de chambre	1 000
Le Grand marché Beauce-Sartigan	500
Le Groupe de la Veillée	2 000
Le MEG : Le Montréal Électronique Groove inc.	1 000
Les Amis de la montagne	9 000
Les Escales improbables de Montréal	2 000
Les Impatients	500
Les Maisons des Jeunes du Pontiac	500
Les Oeuvres Jean Lafrance inc.	300
Les Scouts du Montréal Métropolitain	1 000
Le Tour cycliste de l'Abitibi inc.	500
Leucan	500
Maison au Seuil de l'Harmonie	500
Maison Monbourquette	1 000
Marché de Noël de Trois-Rivières	250
Marie-Pier D'Anjou	200
Montreal Marquis Basketball Club	3 000
Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires	5 000
Mouvement national des Québécoises et Québécois	1 000
Musée des Beaux Arts de Montréal	5 000
Observatoire Vieillessement & Société	2 500
Opéra de Montréal	5 000
Orchestre symphonique de Montréal	1 000
Orchestre symphonique des musiciens du monde	1 000
O Vertigo Danse inc.	1 000
Oxfam-Québec	500

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre des Finances (suite) :

Nom	Montant (\$)
Partage-action de l'Ouest-de-l'Île	1 000
Partenaires 12-18 Arthabaska	500
Patro de Charlesbourg inc.	1 000
Perspectives maritimes inc.	500
Playmas Montreal Cultural Association inc.	500
Prix de la danse de Montréal	1 000
Productions quitte ou double	300
Regroupement des Auberges du Cœur du Québec	1 000
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal	1 000
Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec	1 000
REPAF - Réseau des Entrepreneurs et Professionnels Africains	1 000
Réseau pour un Québec Famille	500
Résidence de soins palliatifs Saint-Raphaël inc.	1 500
Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	500
Société canadienne de la sclérose en plaques	500
Société de développement touristique de Côte-des-Neiges	10 000
Société de l'arthrite	1 000
Société de Musique de Chambre de Montréal	5 000
Société des jeunes bangladesh à Montréal	750
Société historique de Montréal	1 000
Solidarité Familles Duberger-Les Saules	500
Suicide Action Montréal	500
Tangente inc.	1 000
Théâtre d'Aujourd'hui	3 000
Théâtre de Quat'Sous inc.	5 000
Théâtre du Nouveau Monde	4 500
Théâtre Lyrichorégra 20	5 000
Théâtre PAP	1 000
Théâtre Périscope	1 000
Tournoi de golf Sq 353-04	500
Transatlantique Quartiers Danses	1 000
Usine C	10 000
Zornica Centre culturel Canadien-Bulgare	200
	275 125
Budget discrétionnaire du Ministère	
<i>Ne s'applique pas</i>	

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre délégué aux Finances :

Nom	Montant (\$)
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX FINANCES	
Académie du Trésor	5 000
Académie théâtrale l'envol de Laval	400
Action interculturelle de développement et d'éducation (AIDE) inc.	500
Allô prof	500
ALTA – Association lavalloise pour le transport adapté inc.	500
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.	400
Association de fibromyalgie de Laval	500
Association de ringuette des Moulins	700
Association des bénévoles du Centre d'hébergement Idola St-Jean	250
Association des haltes-garderies communautaires du Québec	250
Association des pompiers de Laval	750
Association des popotes roulantes de Laval	800
Association internationale de science politique	250
Association internationale des études québécoises	250
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval	500
Association québécoise de sports pour paralytiques cérébraux	500
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au postsecondaire	500
Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic	600
Association québécoise des troubles d'apprentissage (QETA) – Section Laval	325
Banques alimentaires Québec	750
Camp Quatre Saisons	300
Cancer de l'ovaire Canada	200
Carrefour communautaire Montrose inc.	500
Carrefour Jeunesse-Emploi Laurentides	800
CEGEP de Saint-Laurent	500
Centre communautaire Hochelaga	600
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	400
Centre de bénévolat et Moisson Laval	500
Centre de la petite enfance Génies en Herbe G.L.	1 000
Centre de Santé des femmes de Montréal inc.	350
Centre d'étude Masque et Mouvement inc.	400
Centre d'Entraide et de services communautaires du Marigot	500
Centre d'implication libre de Laval en réadaptation sociale	1 500
Centre NAHA	650
Chambre de commerce de Sainte-Adèle	500
Chambre de commerce du Grand Sainte-Agathe	500
Chantiers Jeunesse	250
Chevaliers de Colomb de l'Assemblée Mgr. François de Montmorency de Laval	300
Chez Philo, coopérative de solidarité d'alimentation	500
Club de patinage de vitesse de Laval-Centre	700
Club de soccer de Magog	300
Club des petits déjeuners du Québec	500
Club sportif VBRF volleyball en fauteuil roulant	500
Coda Québec	500
Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin	300
Collège François-de-Laval	750
Comité de musique de Saint-Donat	700
Commission sportive de Montréal Concordia inc.	600
Communauté hellénique de Montréal	400
Communautés solidaires	250
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec	500
Conseil de direction de l'Armée du Salut du Canada	500
Conseil québécois des gais et lesbiennes	250
Coopérative de travail les Katacombes	400
Corporation de développement touristique de New Richmond inc.	500
Corporation de l'école polytechnique de Montréal	500
Corporation les Enfants de ma rue	400
Coupe internationale « Les enfants jouent pour les enfants »	500
Coupe Soccer internationale de Laval	500
Danse Danse	200
Développement communautaire Unile inc.	800
École Saint-Gilles	500

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre délégué aux Finances (suite) :

Nom	Montant (\$)
École secondaire d'Oka	250
Ensemble folklorique Les Bons Diables	750
Ensemble vocal Universalis	250
Entraide Grands Brûlés	700
Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale	500
Fédération québécoise des coopératives en animation et en formation financière l'ACTIF	5 000
Fondation Sir Wilfrid-Laurier	750
Fondation Sourdine	500
Festi Blues International de Montréal	300
Festival Classica	1 200
Festival de la Chanson et de l'humour le Tremplin de Dégelis	500
Festival du film grec de Montréal	400
Fibrose kystique Québec	700
Fondation Centre de cancérologie Charles-Bruneau	300
Fondation Cité de la santé	1 500
Fondation contre l'indifférence pour l'aide à l'enfance	300
Fondation d'aide directe – Sida Montréal	400
Fondation de l'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux	300
Fondation de la maison Michel Sarrazin	1 050
Fondation de la Place des Arts	1 000
Fondation de Lauberivière	250
Fondation de l'Hôpital général juif	250
Fondation de Polytechnique	250
Fondation des Auberges du cœur du Québec	500
Fondation des greffés pulmonaires du Québec	500
Fondation des maladies de l'œil	600
Fondation du cancer du sein du Québec	500
Fondation du Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve	1 250
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec	500
Fondation du Centre jeunesse de Montréal	800
Fondation du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière	350
Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	1 000
Fondation École FACE	500
Fondation Émergence inc.	200
Fondation internationale des cultures à partager	400
Fondation Jean-Michel Anctil	600
Fondation jeunesses musicales du Canada	400
Fondation la Belle-Aide	500
Fondation lavalloise des lettres	500
Fondation Liette Turner	250
Fondation Madeli-aide	350
Fondation Marie-Ève Saulnier	500
Fondation Mission Old Brewery	700
Fondation Montmorency	750
Fondation OLO	500
Fondation pour la recherche sur la moelle épinière	400
Fondation Serge Marcil	500
Fondation Sir Wilfrid-Laurier	750
Fondation Sourdine	500
Francoderole	650
Genesis Elementary School	500
Gosportgo inc.	300
Grands Frères Grandes Sœurs du grand Montréal	300
GRIS – Montréal	400
Groupe Alpha Laval	500
Groupe scout de Longueuil (District St-Jean) inc.	400
Harpagon Théâtre	250
Intégration sociale des enfants handicapés en milieu de garde	500
Jeunesse au Soleil inc.	1 750
La Fabrique de la paroisse Notre-Dame-de-Vanier	250
La Fédération des Mouvements Personne d'Abord du Québec inc.	400
La Fondation canadienne du rein	300
La Fondation Centaur pour les arts d'interprétation	750
La Fondation de la Tolérance	300
La Fondation des gens d'honneur	200

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre délégué aux Finances (suite) :

Nom	Montant (\$)
La Fondation du centre d'action bénévole de la Vallée du Richelieu	300
La Fondation du Centre de prévention du suicide de Québec	1 200
La Fondation Paul Gérin-Lajoie	2 800
La Fondation québécoise pour l'alphabétisation	500
La Maison de l'Abondance	500
La Maison du Bouleau Blanc inc.	500
La Marina de Montmagny	250
La P'tite école du Lac Édouard	600
La rencontre Théâtre-Ados	1 500
La rue des femmes de Montréal	300
La Société canadienne de la Croix-Rouge	2 000
La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal	600
Le Circuit des Arts Memphrémagog	700
Le Comité d'action politique franco-québécois	400
Le Groupe communautaire l'Itinéraire	600
L'Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides)	750
Le Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.	250
Le Regroupement pour la Trisomie 21	1 000
Les Amis de la natation du Québec	250
Les Ateliers adaptés Stimul'Arts	500
Les Comètes de Laval inc.	500
Les Grands Amis de la région de Matane	300
Les Oeuvres de Galilée	500
Les petits frères des Pauvres / Groupe Amis de Trois-Rivières	500
Les scouts du Montréal métropolitain	500
Les Violons du Roy	300
Leucan	350
Lis avec moi	1 000
Maison Carignan inc.	300
Maison d'hébergement l'Envolée	400
Maison de jeunes l'Ouverture inc.	500
Maison des familles de la Matapédia	300
Maison des grands-parents de Laval	500
Maison des jeunes de Duberger	500
Maison des jeunes de Pierrefonds inc.	500
Maison de soins palliatifs de Laval inc.	1 000
Maison le Prélude inc.	750
Maison Sam X	500
Marche du Courage Procure	250
Mieux-Naitre à Laval	1 000
Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires	10 000
Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)	250
OTJ St-Paulin	400
Opéra Bouffe du Québec	300
Opération Enfant Soleil	250
Orchestre à cordes des jeunes de Laval	500
Orchestre symphonique de Laval 1984 inc.	500
Orchestre symphonique des jeunes de Montréal	300
Orchestre symphonique des musiciens du monde	300
Paramanic International	300
Parlement Jeunesse du Québec	500
Partage-action de l'Ouest-de-l'Île	600
Production Multi-Concept	400
Radio Ville-Marie	250
Refuge des Jeunes de Montréal	550
Regroupement des cuisines collectives du Québec	300
Regroupement des gestionnaires et copropriétaires du Québec	500
Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec	1 250
Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire	500
Relais communautaire de Laval	1 250
REPAF – Réseau des Entrepreneurs et Professionnels Africains	500
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	500
Réseau pour un Québec Famille	300
Revivre – Association québécoise des personnes souffrant de troubles anxieux, dépressifs ou bipolaires	250
Service nouveau d'aide communautaire (SNAC)	600

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre délégué aux Finances (suite) :

Nom	Montant (\$)
Service régional de crise de Laval	1 000
Société Alzheimer de Laval	750
Société canadienne de la sclérose en plaques	250
Société canadienne du cancer	500
Société communautaire lavaloise d'emprunt	500
Société du Patrimoine de Sainte-Claire	250
Société Littéraire de Laval	350
Société Mer et Monde	800
Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval	500
Théâtre d'Art lyrique de Laval	500
Théâtre du Nouveau Monde	900
Troupe Atout-Cœur	500
Un Foyer pour toi	500
Union générale sportive arménienne homenetmengamk inc.	250
Victimaide	500
	129 075
Budget discrétionnaire du Ministère	
<i>Ne s'applique pas</i>	

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre du Revenu :

Nom	Montant (\$)
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DU REVENU	
Actions pour le mieux-être de l'enfance	500
Adaptavie inc.	500
Arche Agapé inc.	250
Ariane Fortin	500
Armée du Salut	200
Association d'entraide le Chaînon inc.	250
Association des Aînés sud-asiatiques du Park Extension, Montréal	1 000
Association des Jeunes Conseillers Montréalais	250
Association des personnes adoptées d'Haïti	200
Association internationale des études québécoises	100
Association pour le soutien et l'usage de la langue française (ASULF)	900
Association québécoise de sports pour paralytiques cérébraux	500
Banques alimentaires Québec	2 000
Cafétéria des Insulaires	500
Camp Caravane	1 000
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	400
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes	1 000
Centre des ressources communautaires de l'Ouest-de-l'Île	250
Centre humanitaire d'organisation de ressources et de références d'Anjou	1 000
Centre Jacques Cartier	2 000
Centre Richard-Lebeau	250
Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Jérôme	500
Chambre de commerce Hellénique du Montréal Métropolitain	500
Château Vincent d'Indy	800
Chez Philo, Coopérative de solidarité d'alimentation	1 000
Chic Choc, les Soirées de Montréal	500
Club de Curling Ormstown	250
Club de l'âge D'or de St-Anselme	1 000
Club Le Perce-Neige De Bégin	300
Commission sportive Montréal-Concordia inc.	500
Congrès national des Italos-Canadiens	500
Conseil québécois des gais et lesbiennes	100
Corporation du 275e anniversaire de Saint-Joseph-de-Beauce	300
Corporation du Parc régional des Basques	500
Danse Danse	1 500
Demain en Mains	500
Derby de Démolition	500
École Beausoleil	500
École Curé-Antoine-Labelle	1 000
École Fernand-Gauthier	500
École St-Eugène	500
École Terry Fox	250
Événements Art, Musique et Culture de Saint-Donat	500
Festi Neige Ste-Agathe-des-Monts	500
Festival de films CINEMANIA	5 000
Festival de la paix de Victoriaville	500
Festival du film grec de Montréal	500
Festival du Nouveau cinéma de Montréal	3 000
Festival International de Musiques militaires	500
Festival International du Film sur l'Art	2 000
Festival International Maximum Blues de Carleton	2 500
Festival Montréal Sou Konpa	500
Festival Urban Jam	500
Fêtes du centenaire du quartier Saint-Michel à Montréal	500
Fondation Anna-Laberge	500
Fondation CARMEN	250
Fondation Cité Joie	1 000
Fondation de la Place des Arts	500
Fondation de la recherche sur le diabète juvénile	100
Fondation du Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve	1 000
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec	1 200
Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse	1 000
Fondation du Musée d'art contemporain de Montréal	1 000
Fondation Héritage Montréal	5 000

Q-17 Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre du Revenu (suite) :

Nom	Montant (\$)
Fondation Hôpital général du Lakeshore	1 000
Fondation IFRAD Québec	1 000
Fondation Jeunesses Musicales du Canada	1 000
Fondation le Boulot vers	1 000
Fondation Madeli-aide	1 000
Fondation Marie-Ève Saulnier	500
Fondation Muséums nature Montréal	1 000
Fondation Père Lindsay	1 000
Fondation Serge Marcil	500
Fonderie Darling	250
Groupe scout Sainte-Anne-de-Val-Bélair, District de Québec	200
HEC de montréal, Pléiade Capital	1 500
Initiatives culturelles interactives (Ici par les Arts)	500
Jeunes Musiciens du Monde	500
Jouka	1 000
La Bouffe additionnelle	250
L'Accès-Cible Jeunesse Rosemont	200
L'Agora de la danse	2 000
L'Auguste Théâtre	500
La Fondation de la Tolérance	5 000
La Fondation du cégep du Vieux Montréal	1 000
La Fondation Kanpe	1 000
La Maison de l'Abondance	300
La rue des femmes de Montréal	500
La Société canadienne de la Croix-Rouge	2 000
La Société de la Saint-Vincent de Paul de Montréal	250
La Traversée	500
Le Carrousel du p'tit monde d'Anjou	500
Le Chez Nous des Artistes inc.	1 000
Le Groupe communautaire l'itinéraire	1 000
Les Chevaliers de Colomb du conseil de Dolbeau no : 2800	250
Les filles et les sciences, un duo électrisant	500
Les Petits Chanteurs du Mont-Royal	1 000
Les Productions Feux Sacrés inc.	500
Les Productions Illusion Fabuleuse (IF productions)	1 000
Les YMCA du Québec	1 000
Leucan	700
Logements de l'Outaouais inc.	500
L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal	5 000
M pour Montréal	1 000
Maison Carignan inc.	300
Maison de la famille Cœur à Rivière	150
Maison des Jeunes de Pierrefonds inc.	500
Marche du Courage Procure	100
Mission chez-nous	500
Municipalité du Canton de Godmanchester	250
Musée d'art de Joliette	400
Musée du Château Dufresne	250
Musique pour Tous	500
Opéra Piccola	1 000
Orchestre de la Francophonie	3 000
Parlement étudiant du Québec inc.	100
Quebec Community Groups Network	500
Radio Ville-Marie	500
Régie intermunicipale de la patinoire régionale de Huntingdon	500
Regroupement des Jeunes chambres de commerce du Québec	1 500
Regroupement des personnes expropriées de Forillon	500
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	1 000
Rodéo Pontiac	500
Société canadienne du cancer	100
Société culturelle de Vanier	1 000
Société d'agriculture du comté de Montmagny	500
St-Jean-Eudes Football	1 000
Symposium des Arts	1 000
Tohu	1 000
Université de Montréal, Institut d'urbanisme	1 000
Université de Sherbrooke, Mission COP-17	500

Q-17 Liste des sommes d’argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre du Revenu (suite) :

Nom	Montant (\$)
Village en chanson de Petite-Vallée	1 500
Ville de Montréal – Arrondissement de St-Léonard	1 000
Zerf Productions	500
	114 150
Budget discrétionnaire du Ministère	
Ne s’applique pas	

Q-18 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2012-2013.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-19 Pour chaque ministère et organisme, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégories d’âge en 2011-2012.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-20 Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

- Le nom de la personne : Pierre Saulnier.
- Le poste occupé : sous-ministre adjoint « 619 ».
- Le salaire : 148 246 \$.
- L'assignation initiale : sous-ministre adjoint aux Finances.
- La date de l'assignation hors structure : 8 mars 2010.
- La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 16 mai 2013.
- Il est prêté Investissement Québec.
- Cet organisme rembourse au ministère des Finances le salaire de M. Saulnier.

Q-22 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Nom	Assignation initiale	Assignation actuelle	Salaire	Date de fin de l'assignation
Donald Morasse	Croix-Rouge, Opérations de l'Est du Québec	Croix-Rouge, Opérations de l'Est du Québec	95 466 \$	31 décembre 2011 ¹

1) Cette personne a pris sa retraite définitive le 8 décembre 2011.

Q-23 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

Quantité	Titre	Coût (\$)
2	Actualité (L')	71,90 \$
1	Actualité économique	105,00 \$
12	Affaires (Les)	928,25 \$
1	American Economic Review + Licence	1 014,37 \$
1	Asia Pacific Consensus Forecasts	628,50 \$
1	Assurance de personnes au Québec	1 127,00 \$
1	Assurances et gestion des risques	110,00 \$
1	Banking & Finance Law Review	391,50 \$
1	Bankruptcy of Corporations	152,17 \$
1	Benefits Canada	141,93 \$
4	Bloomberg Business Week	380,85 \$
1	Bottom Line	108,00 \$
1	Brooking Papers on Economic Activity	113,93 \$
2	CA Magazine	64,40 \$
1	Cahiers de droit	55,00 \$
1	Canada Corporation Law Reports (CD-ROM)	1 695,00 \$
1	Canadian Business	28,30 \$
1	Canadian Goods and Services Tax Reporter	1 485,00 \$
1	Canadian Investment Review	116,76 \$
1	Canadian Journal of Administrative Law and Practice	383,50 \$
1	Canadian Journal of Economics	273,00 \$
1	Canadian Public Policy	225,00 \$
1	Canadian Securities Law Reports	2 689,00 \$
1	Canadian Tax Library Plan (CD-ROM et Internet)	12 976,00 \$
1	CGA Magazine	25,00 \$
1	CICA Handbook Accounting and Insurance	95,00 \$
2	CICA Handbook Public Sector Accounting	190,00 \$
1	CICA Standards and Guidance Collection (DVD)	135,00 \$
1	CMA Magazine	15,00 \$
10	Code civil du Québec – mise à jour	593,00 \$
1	Code criminel	60,00 \$
2	Code municipal	252,95 \$
5	Code de procédure civile – mise à jour	300,00 \$
1	Collection APFF	2 620,00 \$
1	Collection fiscale du Québec DVD	5 849,00 \$
1	Collection fiscale du Québec : taxes à la consommation	2 243,00 \$
1	Collection normes et recommandations de l'ICCA	185,00 \$
1	Communication Arts	69,99 \$
1	Consensus Forecasts	2 699,00 \$
1	Contrats des organismes publics québécois	1 127,00 \$
1	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	967,00 \$
1	Courrier international	289,00 \$
1	Courrier parlementaire	5 000,00 \$
1	Current Economics	319,95 \$
1	Décisions Commission de la fonction publique	165,00 \$
1	Devoir (Le)	183,04 \$
2	Devoir (Le) électronique	370,56 \$
1	Dismal Scientist	559,90 \$
1	Droit corporatif canadien et québécois (CD-ROM)	998,00 \$
4	Droit des affaires	240,00 \$

Q-23 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics. (suite)

Quantité	Titre	Coût (\$)
1	Droit immobilier québécois	961,00 \$
1	Droit des compagnies annoté	127,00 \$
1	Duo Manuel – Mem Win CD et DVD	210,00 \$
1	Eastern Door (The) On line	51,00 \$
1	Éco-santé de l'OCDE	241,50 \$
1	Econlit CD-ROM	3 954,00 \$
1	Economic Modelling	67,93 \$
7	Economist (The)	1 928,47 \$
1	Effectif	35,43 \$
1	Energy and Metal Consensus Forecasts	894,74 \$
1	Études économiques de l'OCDE	999,74 \$
2	Euromoney magazine	2 238,86 \$
1	Euroweek	4 131,61 \$
1	Événementiel (L')	195,00 \$
1	Expansion (L')	144,97 \$
3	F.T. Com (Financial Times)	1 021,72 \$
1	Financial Analyst Journal	414,60 \$
1	Financial reporting in Canada (DVD)	95,00 \$
1	Flash finance.ca	141,09 \$
1	Forces	29,99 \$
2	Foreign Affairs	102,67 \$
1	Foreign Exchange Consensus Forecasts	2 899,05 \$
1	Fortune	89,17 \$
1	Gazette (The)	263,88 \$
1	Gazette (The) électronique	120,00 \$
1	Gazette officielle du Québec, partie 1 français	189,00 \$
2	Gazette officielle du Québec, partie 2 français	532,00 \$
2	Gazette officielle du Québec, partie 2 Internet	460,00 \$
1	Government Accounting Research System (CD-ROM)	404,89 \$
1	Grottenthaler : Law of financial	183,43 \$
1	GST & Commodity Tax	374,62 \$
1	Guide fiscal CCH (DVD)	319,00 \$
1	Guide fiscal CCH	179,00 \$
1	Guide fiscal CCH intégré à Collection Fiscale	2 174,00 \$
2	Harvard Business Review	277,86 \$
1	IASB's eIFRS Online	200,00 \$
2	Info Presse Communication	199,98 \$
1	Infobase lois et règlements du Québec	9 310,00 \$
1	International Financial Law Review	1 259,36 \$
1	International Financial Review	8 050,40 \$
1	International VAT Monitor Journal	143,92 \$
1	International VAT Monitor Online Publications	889,51 \$
2	Journal de l'Assurance	104,90 \$
1	Journal de Montréal	135,20 \$
1	Journal de Montréal électronique	39,99 \$
1	Journal de Québec électronique	39,99 \$
1	Journal of Derivatives	565,71 \$
1	Journal of Finance	621,27 \$
1	Journal of Financial Quantitatives Analysis	517,33 \$
1	Journal of Fixed Income (The)	557,69 \$
1	Journal of International Money and Finance	1 479,18 \$
1	Journal of Portfolio Management	666,63 \$
1	Journal of Risk (The)	797,00 \$
1	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ (DVD et Internet)	2 589,00 \$
1	Law Banking	616,90 \$
1	Licence de base secteur public Knotia ICCA	95,00 \$

Q-23 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics. (suite)

Quantité	Titre	Coût (\$)
1	Lien multimédia	199,00 \$
1	Loi sur les cités et villes	127,00 \$
1	Maclean's	68,13 \$
1	Manuel de l'ICCA comptabilité	241,50 \$
17	Manuel de l'ICCA comptabilité et certification	1 495,00 \$
18	Manuel de l'ICCA comptabilité secteur public	1 555,00 \$
4	Manuel de l'ICCA normes et recommandations	285,00 \$
1	Manuel des corporations du Québec	575,00 \$
1	Marketing	160,00 \$
1	Martel : La corporation sans but lucratif	209,50 \$
1	Micro-pratique	90,74 \$
1	National Tax Journal	109,94 \$
1	NBER Digest	1 923,90 \$
1	Observateur économique canadien (L')	243,00 \$
1	Oilweek	99,00 \$
1	Perspective	22,04 \$
1	Policy Options	83,30 \$
5	Premium	166,05 \$
1	Presse (La)	240,24 \$
1	Presse (La) électronique	120,00 \$
1	Problèmes économiques	117,80 \$
1	Project Finance	2 615,77 \$
1	Projets de lois publics sanctionnés et présentations Assemblée Nationale	390,00 \$
1	Projets de lois publics sanctionnés et présentations français/anglais Assemblée nationale	735,00 \$
1	Provincial Tax Reports All Provinces	4 652,00 \$
1	Public Finance Review	1 098,53 \$
1	Québec inc.	28,40 \$
1	Québec municipal internet	500,00 \$
1	Realpac IFRS Handbook Member Knotia ICCA	425,00 \$
1	Recueil des politiques de gestion	325,00 \$
1	Repère internet 2011	780,00 \$
1	Revue CMA Management	15,75 \$
1	Revue de la Banque du Canada	25,00 \$
1	Revue française de comptabilité	146,36 \$
1	Séries chronologiques Fédération des Chambres immobilières du Québec	300,00 \$
1	Sociétés par actions	540,95 \$
1	Soleil (Le) électronique	120,00 \$
1	Stocks & Commodities	63,30 \$
1	Taxfind online	495,00 \$
1	Taxnet.pro	2 064,96 \$
2	Terre de chez nous (La)	163,00 \$
1	Trente	61,99 \$
1	URBA	52,00 \$
1	Value Added Taxation in Europe Online	829,45 \$
1	VC Reporter on-line Service	6 219,00 \$
1	Wall Street Journal (The) Online	108,09 \$
1	Wilmott Magazine	583,45 \$
1	World Securities Law Reports	2 028,78 \$

Q-24 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site

- Le nom du site Web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES

(www.finances.gouv.qc.ca)

qui regroupe aussi les sites :

BUDGET

(www.budget.finances.gouv.qc.ca)

et

SECTION INTERNET FONDS DES GÉNÉRATIONS

(www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2006-2007/fonds_generations.asp)

. **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

2000-2001

Néomédia (intégration multimédia) et
Matteau Parent (conception graphique).

. **Le coût de construction du site**

2000-2001

18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

. **Le coût de l'entretien et de la mise à jour**

Hébergement, infrastructure maintien de l'environnement	53 000 \$
Sécurité entourant la mise en onde du site budget	18 200 \$
Mise à jour : réalisée à l'interne	
DNS (11 \$/mois par nom de domaine) pour chaque site	<u>396 \$</u>
Total :	71 596 \$

. **Le responsable du contenu sur le site**

Direction des communications du MFQ.

. **La fréquence moyenne des mises à jour**

Mises à jour quotidiennes selon les besoins exprimés par les différentes Directions du Ministère.

. **Le nombre de visites (hits) par mois**

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-24 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (suite).

- . **Combien de fois le site a été refait, quel en a été le coût, quels sont les critères qui ont justifié les changements**

En 2006, la Direction des communications a procédé, à l'aide de ressources internes, à la refonte du site Internet du Ministère. Elle a opté pour un nouveau concept adapté à la nouvelle plate-forme technologique dynamique qui facilite le traitement des contenus, en plus d'assurer une sécurité accrue de la base de données.

SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

(www.epq.gouv.qc.ca)

- . **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**
IBM.
- . **Le coût de construction du site**
Coûts d'entretien seulement depuis la phase de construction qui s'est terminée en l'an 2000.
- . **Le coût de l'entretien et de la mise à jour**
Environ 25 000 \$ / an (coût des ressources, excluant le « hardware »),
- . **Le responsable du contenu sur le site**
Épargne Placements Québec.
- . **La fréquence moyenne des mises à jour**
L'information est mise à jour sur une base continue (taux, produits, etc.).
Le contenu intégral du site est révisé au besoin (environ deux fois par année).
- . **Le nombre de visites (hits) par mois**
Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- . **Combien de fois le site a été refait, quel en a été le coût, quels sont les critères qui ont justifié les changements**
Ne s'applique pas.

**SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES
INFRASTRUCTURES LOCALES (SOFIL)**

(www.sofil.gouv.qc.ca)

- . **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**
Le site a été conçu à l'interne en 2007.
- . **Le coût de construction du site**
Ne s'applique pas.

Q-24 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (suite).

. Le coût de l'entretien et de la mise à jour

Hébergement (facturé par le CSPQ)	600 \$
DNS (11\$/mois)	<u>132 \$</u>
Total :	732 \$

Mise à jour : réalisée à l'interne.

. Le responsable du contenu sur le site

La Société de financement des infrastructures locales (SOFIL).

. La fréquence moyenne des mises à jour

L'information est mise à jour sur une base continue.

. Le nombre de visites (hits) par mois

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

. Combien de fois le site a été refait, quel en a été le coût, quels sont les critères qui ont justifié les changements

Aucune refonte n'est prévue.

SITE INTERNET SUR LES CONSULTATIONS
PRÉBUDGÉTAIRES 2011-2012

(<http://consultations.finances.gouv.qc.ca>)

. Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

IXmédia en 2009
Amalgame en 2011

. Le coût de construction du site

23 000 \$ pour la construction et l'hébergement du site en 2009.

. Le coût de l'entretien et de la mise à jour

Mise à jour du site pour les consultations de 2012-2013	22 000 \$
Création d'une plateforme mobile	24 000 \$
Hébergement annuel et DNS	<u>500 \$</u>
Total :	46 500 \$

. Le responsable du contenu sur le site

Direction des communications du ministère des Finances.

. La fréquence moyenne des mises à jour

Annuelle.

. Le nombre de visites (hits) par mois

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

. Combien de fois le site a été refait, quel en a été le coût, quels sont les critères qui ont justifié les changements

La consultation en ligne s'est déroulée du 25 octobre 2011 au 27 janvier 2012.
Cette année, en plus des améliorations usuelles, une plateforme mobile a été ajoutée afin de rejoindre un plus grand nombre de citoyens.

Q-24 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site (suite).

**SITE INTERNET DES GROUPE DE TRAVAIL
ET CONSULTATIONS**

(www.groupe.finances.gouv.qc.ca)

Note : ce portail regroupe les commissions, les consultations et les groupes de travail initiés par le ministère des Finances depuis 2001, et ce, afin de réduire les coûts d'hébergement.

Il regroupe les sites suivants :

www.gesef.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur l'encadrement du secteur financier
www.gtie.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur l'investissement des entreprises (Rapport Fortin)
www.financementsante.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur le financement du système de santé (Rapport Castonguay)
www.gtaf.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources et à la nouvelle économie (Rapport Gagné)
www.desequilibrefiscal.gouv.qc.ca	Commission sur le déséquilibre fiscal
http://gttsp.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur la tarification des services publics

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**
Site réalisé à l'interne.
- Le coût de construction du site**
N/A.
- Le coût de l'entretien et de la mise à jour**

Hébergement (facturé par le CSPQ)	600 \$
DNS (11\$/mois)	132 \$
Total :	732 \$
- Le responsable du contenu sur le site**
La Direction des communications.
- La fréquence moyenne des mises à jour**
Site d'archivage. Dépôt d'information seulement, aucune mise à jour.
- Le nombre de visites (hits) par mois**
Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- Combien de fois le site a été refait, quel en a été le coût, quels sont les critères qui ont justifié les changements**
Les sites Internet des groupes de travail et des consultations ont été regroupés dans un seul site afin de regrouper l'information au même endroit, faciliter les recherches et réduire les frais d'hébergement, résultant d'une économie récurrente de 5000 \$ par an.

Q-25 Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

<i>Aucune nomination.</i>

Q-26 Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

<i>Aucune tournée.</i>

Q-27 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :

- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-28 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Aucun coût relié à ces activités.

Q-29 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-30 Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-31 Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2011-2012 des ministères et organismes gouvernementaux.

Q-32 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et 2012-2013.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-33 Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Recettes de la SOFIL provenant du gouvernement fédéral en 2011-2012
(en millions de dollars)

Taxe fédérale sur l'essence	463,5
------------------------------------	--------------

Subventions versées par la SOFIL à partir des transferts fédéraux en 2011-2012
(en millions de dollars)

	Au 31 mars 2012
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de voirie locale	300,0
Programme d'infrastructures de transport en commun	91,4
Total	391,4

Q-34 Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l’entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

<i>Aucune entente.</i>

Q-35 Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

- Le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonis :
2011-2012**

Catégorie d'emploi	Nombre de prime	Montant total
Hors cadres	0	0 \$
Cadres	0	0 \$
Conseiller en gestion des ressources humaines	2	6 011 \$
Professionnels	145	238 603 \$
Avocats	5	10 202 \$
Fonctionnaires	22	21 739 \$
Total	174	276 555 \$

Q-36 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

Avril 2012

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Table des matières

Ministère des Finances

1. Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2011-2012 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2011-2012 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).
3. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2011-2012 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2011-2012 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année)..
4. Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au Plan budgétaire pour 2011-2012.
5. Copie de toutes les études et analyses produites en 2011 et en 2012 portant sur les impacts de modifications à la structure fiscale du Québec.
6. Copie de toutes les études et analyses produites en 2011 et en 2012 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) et portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières au Québec avec d'autres juridictions.
7. Copie de toutes les études ou analyses produites en 2011 et 2012 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) portant sur les impacts de hausses de tarifs, de taxes ou de nouvelles tarifications dans les services publics telles que la hausse des droits de scolarité.
8. Liste détaillée de toutes les revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.
9. Évolution détaillée sur cinq ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).
10. Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région.
11. Taux d'emprunt des émissions de dette en 2011 et 2012. Écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les cinq prochaines années. Prévisions sur l'écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins.
12. L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des cinq dernières années. (Reproduire et mettre à jour toute l'information fournie en réponse aux questions particulières 10 et 11 de l'année dernière.)
13. Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement, relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années.
14. Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des dix dernières années.

15. Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des dix dernières années.
16. Quel est l'impact financier net pour le gouvernement de la règle des 15 ans dans le domaine pharmaceutique pour l'année 2012 et chacune des dix années précédentes.
17. Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2011-2012.
18. Comparaison pour l'année 2011 du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8.

Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP)

► Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

1. Nom des membres de la direction, postes occupés, rémunération détaillée (rémunération fixe et variable, primes de départ et prestations de retraite) et avantages sociaux.
2. Pour chaque classe d'emplois, quels sont les indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable.
3. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis au Québec, ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
4. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis au Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
5. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis à l'extérieur du Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
6. Date de nomination et échéance du mandat pour chacun des administrateurs de la caisse.
7. Composition de chaque comité du conseil d'administration.
8. Valeur marchande du placement de la caisse dans BAA au 31 décembre 2011.
9. Pour chacune des cinq dernières années (au 31 décembre), valeur totale des PCAA/BTAA détenus par la caisse.
10. Répartition d'actif au 31 décembre pour les dix dernières années.
11. Pour chacune des dix dernières années, le total du passif de la caisse, le ratio passif sur actif total et l'utilisation du passif par catégorie de placement.
12. Liste des contrats octroyés par la caisse en 2011 à des firmes de recrutement en mentionnant la date de l'octroi, le mandat, le profil recherché, le nom de la firme, le montant, la durée du mandat et le mode d'octroi.
13. Pour 2011 et 2012, liste des réceptions, fêtes et activités sociales dont une partie ou la totalité des coûts est défrayée par la caisse avec le montant défrayé pour chacune de ces occasions, le nombre de personnes invitées, la date et le motif.
14. Pour chacune des cinq dernières années, le nombre d'employés ayant quitté la caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire), montant des primes de départ et autres indemnités accordées dans le cadre de ces départs.
15. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la caisse, ventilé par catégorie d'emplois.
16. Pour chacune des dix dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des services de communication/relations publiques en précisant les sommes allouées à des ressources internes et les mandats donnés à l'externe.

17. Pour chacune des dix dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des activités de représentation.
18. Pour chacune des dix dernières années, au 31 décembre, le nombre et le montant total des placements de la caisse dans les paradis fiscaux en se référant à liste des paradis fiscaux non coopératifs de l'OCDE.
19. Liste des investissements dans des compagnies exploitant des mines, à jour au 31 mars 2012. Montant de l'investissement de départ, valeur actuelle.

Société des alcools du Québec (SAQ)

► ***Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers***

1. Détails de la politique salariale de la SAQ, rémunération, bonis et avantages sociaux.
2. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la SAQ, ventilé par catégorie d'emplois.
3. La variation moyenne de prix, par catégorie de produit, entre 2011 et 2012 ainsi que la variation sur trois ans et sur cinq ans.
4. Variation de prix entre 2011 et 2012 pour chacun des dix produits les plus vendus par la SAQ en 2011.
5. Nom des membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
6. Comparaison des prix entre le Québec et les autres provinces canadiennes par type de produits et par gamme de prix.
7. Liste des 50 produits les plus vendus par la SAQ en 2011 en précisant, pour chacun de ces produits, les quantités vendues, le prix, la variation de prix entre 2011 et 2012, le pourcentage des ventes totales que chacun de ces produits représente ainsi que la devise utilisée pour le paiement au producteur ou au distributeur qui transige avec la SAQ.
8. Valeur de la transaction moyenne pour chacune des cinq dernières années.
9. Détail des ajustements salariaux accordés en 2011-2012 par catégorie d'emplois.
10. Nombre, type, durée, sujets des formations offertes par la SAQ à ses employés en 2011 et nombre de participants.
11. Nombre de jours de formation moyen suivi par les employés de la SAQ ventilé par catégorie d'emplois.

Loto-Québec

► ***Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers***

1. Détails de la politique salariale rémunération, bonis et avantages sociaux.
2. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de Loto-Québec, ventilé par catégorie d'emplois.
3. Nom des membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
4. Décomposition des revenus de Loto-Québec par secteur d'activité et par produit pour les cinq dernières années.
5. Rendement de chacun des Ludoplex, en précisant le nombre d'appareils.
6. Nombre d'appareils de loterie vidéo pour chacune des cinq dernières années, ventilé par type d'établissement (Ludoplex, bars, etc.).

7. Liste des dix sites regroupant le plus d'appareils de loterie vidéo, en mentionnant le nombre d'appareils.
8. Pour chacun des casinos du Québec en 2011-2012, les revenus ventilés par type de jeu et le taux de redistribution par type de jeu.
9. Pour chaque mois depuis la mise en service, donner les statistiques d'utilisation du jeu en ligne (nombre d'utilisateurs, revenus totaux, dépense moyenne par utilisateur, nombre d'utilisateurs qui ont atteint la mise maximale autorisée).
10. Quels sont les coûts totaux d'implantation et d'exploitation du jeu en ligne.
11. Pour chacune des dix dernières années, les statistiques d'utilisation du pari sportif, ventilé par type de pari. Donner notamment le nombre de mises annuelles, les revenus totaux, le taux de redistribution.

Q-1 Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Dépense 2011-2012 (excluant la rémunération) : 4 042 159 \$

Frais d'opérations : 5 467 \$
Réunion, frais déplacement, formation, carburant, etc.

*Acquisitions d'équipement et matériels : 1 540 346 \$
Imprimantes, disques durs, renouvellement de licences, etc.

Services professionnels et techniques : 2 496 346 \$

- Internes :
 - CSPQ : 1 339 155 \$
 - MDEIE : 13 104 \$
- Externes : 1 144 087 \$
Fournisseurs (liens réseau et internet, services soutien aux licences, etc.) et consultants en informatique

Prévision de dépense 2012-2013 (excluant la rémunération) : 5 249 200 \$

Frais d'opérations : 9 500 \$
Réunion, frais déplacement, formation, carburant, etc.

*Acquisitions d'équipements et de matériels : 2 560 800 \$
SAN¹, Imprimantes, disques durs, renouvellement de licences, etc.

Services professionnels et techniques : 2 678 900 \$

- Internes :
 - CSPQ : 1 123 900 \$
 - MDEIE : 13 100 \$
- Externes : 1 541 900 \$
Fournisseurs (liens réseau et internet, services soutien aux licences, etc.) et consultants en informatique

*** Explication des écarts du poste : Acquisitions d'équipements et de matériels**

Des acquisitions importantes seront effectuées en 2012-2013 totalisant : 1 094 850 \$

- SAN : 750 000 \$
- Assurance logiciel Enterprise 294 850 \$
- SAS (upgrade) : 50 000 \$

¹ SAN : abréviation de Storage area network.

Q-2 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2011-2012 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2011-2012 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).

IMPACT FINANCIER DES MESURES DU BUDGET 2011-2012

Mesures affectant les revenus

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	Budget 2011-2012	Probable 2011-2012 ⁽¹⁾
CRÉER DE LA RICHESSE POUR L'AVENIR DE TOUS LES QUÉBÉCOIS		
1. PRÉPARER L'AVENIR : UNE RICHESSE À FAIRE VALOIR		
1. La mise en œuvre et le financement du Plan Nord		
– Ponction à même les revenus découlant de la réalisation des projets du Plan Nord	-19,0	-19,0
Sous-total	-19,0	-19,0
2. Investir dans le potentiel des Québécois		
• Mieux financer nos infrastructures sportives		
– Bonification de l'enveloppe du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	-3,0	-3,0
• Donner aux universités québécoises les moyens de l'excellence		
– Aide financière aux étudiants		
– Impact sur le crédit d'impôt pour frais de scolarité ou d'examen de la	-	-
• Miser sur les compétences des travailleurs d'expérience		
– Instauration d'un crédit d'impôt sur 10 000 \$ de revenu de travail pour les travailleurs d'expérience	-	-
Sous-total	-3,0	-3,0
SOUS-TOTAL - PRÉPARER L'AVENIR : UNE RICHESSE À FAIRE VALOIR	-22,0	-22,0
2. SAISIR LES OCCASIONS		
1. Encourager l'entrepreneuriat et la relève d'entreprises		
– Hausse de la capitalisation de Capital régional et coopératif Desjardins de 1 G\$ à 1,25 G\$	-9,0	-9,0
Sous-total	-9,0	-9,0
SOUS-TOTAL - SAISIR LES OCCASIONS	-9,0	-9,0

Note : Un montant négatif indique un coût pour le gouvernement.
(1) Estimation de la dépense probable. La dépense probable confirmée sera publiée dans les prochains comptes publics.

IMPACT FINANCIER DES MESURES DU BUDGET 2011-2012 (SUITE)

Mesures affectant les revenus

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	Budget 2011-2012	Probable 2011-2012 ⁽¹⁾
3. CONSOLIDER NOS OUTILS DE SOLIDARITÉ		
1. Appuyer les familles et les aînés		
• Répondre aux besoins de proximité des aînés		
– Élargissement de l'accès au crédit d'impôt pour les aidants naturels d'une personne majeure	-11,5	-11,5
Sous-total	-11,5	-11,5
2. Choisir le développement durable		
• Accélérer l'arrivée des véhicules électriques		
– Conversion du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique en subvention à l'achat	-	-
– Bonification temporaire du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique	-0,8	-0,8
• Favoriser le développement de l'éthanol-carburant		
– Instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour la production d'éthanol cellulosique	-	-
Sous-total	-0,8	-0,8
SOUS-TOTAL - CONSOLIDER NOS OUTILS DE SOLIDARITÉ	-12,3	-12,3
4. CÉLÉBRER LA CULTURE QUÉBÉCOISE		
1. Encourager le virage numérique de l'industrie culturelle		
• Élargissement du crédit d'impôt pour l'édition de livres aux œuvres numériques	-0,2	-0,2
Sous-total	-0,2	-0,2
SOUS-TOTAL - CÉLÉBRER LA CULTURE QUÉBÉCOISE	-0,2	-0,2
5. AUTRES MESURES		
1. Autres mesures		
• Fixation des droits et mise en vigueur des frais payables pour les licences relatives aux appareils de loterie vidéo	0,7	0,7
• Ajustement de l'impôt sur le tabac découlant de la hausse de la TVQ	3,8	3,8
Sous-total	4,5	4,5
SOUS-TOTAL - AUTRES MESURES	4,5	4,5
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES REVENUS	-39,0	-39,0

Note : Un montant négatif indique un coût pour le gouvernement.

(1) Estimation de la dépense probable. La dépense probable confirmée sera publiée dans les prochains comptes publics.

Q-3 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2011-2012 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2011-2012 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).

Impact financier des mesures budgétaires du budget 2011-2012

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	Budget 2011-2012	Probable 2011-2012 ⁽¹⁾
1. PRÉPARER L'AVENIR : UNE RICHESSE À FAIRE VALOIR		
1.1 Optimiser le rendement de nos ressources naturelles		
Exploiter le gaz naturel de façon responsable		
- Inspection accrue des installations de l'industrie du gaz de schiste	-1,0	-1,0
- Évaluation environnementale stratégique	-2,0	-2,0
- Compensations aux municipalités pour les coûts quantifiables liés à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste	-0,5	—
Sous-total	-3,5	-3,0
Encourager le secteur forestier		
- Groupe de travail pour encourager l'utilisation du bois dans la construction au Québec	-0,5	-0,5
- Programme d'investissements sylvicoles	-19,0	-54,0 ⁽²⁾
- Production de plants	-25,6	-25,6
Sous-total	-45,1	-80,1
Sous-total – Optimiser le rendement de nos ressources naturelles	-48,6	-83,1
1.2 Investir dans le potentiel des Québécois		
Donner à nos jeunes une ouverture sur le monde		
- L'école 2.0 : la classe branchée	-5,3	-5,3
- Apprendre l'anglais de manière intensive	—	—
- Une culture du sport à l'école secondaire	-3,5	-3,5
Sous-total	-8,8	-8,8
Donner aux universités québécoises les moyens de l'excellence		
- Hausse des droits de scolarité		
- Portion affectée au financement du Programme d'aide financière aux études	—	—
- Aide financière aux études		
- Augmenter le soutien aux étudiants au moyen du Programme d'aide financière aux études	—	—
- Contribution additionnelle du gouvernement		
- Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	-5,0	—
- Participation, diplomation et soutien à la recherche	—	—
- Reconnaître le caractère unique et essentiel du Centre hospitalier universitaire vétérinaire	-2,8	-2,8
Sous-total	-7,8	-2,8
Sous-total – Investir dans le potentiel des Québécois	-16,6	-11,6
SOUS-TOTAL – PRÉPARER L'AVENIR : UNE RICHESSE À FAIRE VALOIR	-65,2	-94,7

Impact financier des mesures budgétaires du budget 2011-2012 (suite)

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	Budget 2011-2012	Probable 2011-2012 ⁽¹⁾
2. SAISIR LES OCCASIONS		
2.1 Développer et diversifier les marchés d'exportation		
Création d'Exportation Québec	—	—
Instauration du Programme exportation	-10,0	-7,5
Consolider le réseau des bureaux du Québec dans les pays émergents	-1,1	-0,4
Sous-total – Développer et diversifier les marchés d'exportation	-11,1	-7,9
2.2 Encourager l'entrepreneuriat et la relève d'entreprise		
Culture entrepreneuriale		
– Bonification des mesures d'entrepreneuriat	-5,0	-5,0
Relève entrepreneuriale		
– Capitalisation additionnelle de 10 M\$ des fonds locaux d'investissement	-3,0	— ⁽³⁾
Soutien aux entreprises touristiques		
– Bonification des ententes de partenariat régional en tourisme	-1,0	-1,0
Sous-total- Encourager l'entrepreneuriat et la relève d'entreprise	-9,0	-6,0
2.3 Poursulvre le virage numérique du Québec		
Québec numérique	-1,1	-1,1
Sous-total- Québec numérique	-1,1	-1,1
2.4 Soutenir le développement des instruments dérivés		
Soutien au projet d'Institut de la finance structurée et des instruments dérivés	-0,1	-0,1
Sous-total - Soutenir le développement des instruments dérivés	-0,1	-0,1
SOUS-TOTAL – SAISIR LES OCCASIONS	-21,3	-15,1
3. CONSOLIDER NOS OUTILS DE SOLIDARITÉ		
3.1 Appuyer la famille et les aînés		
Bonifier la politique familiale		
– Création de 15 000 nouvelles places à contribution réduite	—	—
– Financement additionnel aux organismes communautaires Famille et aux haltes-garderies communautaires	-1,5	-1,5
Sous-total	-1,5	-1,5
Répondre aux besoins de proximité des aînées		
– Démarche Municipalité amie des aînés	-1,0	-1,0
– Carrefours d'information pour aînés	-0,5	-0,5
– Maisons des grands-parents	-0,3	-0,3
– Compensation aux aînés admis en CHSLD qui doivent résilier leur bail	-0,8	-0,8
– Certification des résidences pour personnes âgées	-1,0	-1,0
Sous-total	-3,6	-3,6
Sous-total – Appuyer la famille et les aînés	-5,1	-5,1
3.2 Poursuivre la lutte contre la pauvreté		
Investissements de 140 M\$ dans la construction de 2 000 nouveaux logements sociaux et communautaires	—	—
Baisse progressive de 55 à 50 ans de l'âge d'admissibilité au programme Allocation-logement	-1,1	-1,1
Bonification du programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD - Autofinancé par le MESSS)	—	—
Soutien aux organismes communautaires qui interviennent auprès des personnes les plus démunies	-2,0	-2,0
Sous-total – Poursulvre la lutte contre la pauvreté	-3,1	-3,1

Impact financier des mesures budgétaires du budget 2011-2012 (suite)
(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	Budget 2011-2012	Probable 2011-2012 ⁽¹⁾
3.3 Choisir le développement durable		
Favoriser le développement de l'éthanol-carburant		
- Appui à l'amélioration des procédés de production d'éthanol de première génération	-2,0	-2,0
Assurer le développement et l'entretien de la Route verte	-4,0	-4,0
Amélioration des connaissances sur les eaux souterraines	-1,0	-1,0
Sous-total- Choisir le développement durable	-7,0	-7,0
SOUS-TOTAL - CONSOLIDER NOS OUTILS DE SOLIDARITÉ	-15,2	-15,2
4. CÉLÉBRER LA CULTURE QUÉBÉCOISE		
4.1 Promouvoir la culture québécoise sur la scène internationale		
Aide à la diffusion hors Québec des œuvres du domaine des arts et des lettres	-1,0	-1,0
4.2 Encourager le virage numérique de l'industrie culturelle		
Aide à la diffusion numérique d'œuvres culturelles	-2,8	-2,8
4.3 Préserver et améliorer les infrastructures du Musée des beaux-arts de Montréal		
	-1,0	-0,2
SOUS-TOTAL - CÉLÉBRER LA CULTURE QUÉBÉCOISE	-4,8	-4,0
5. AUTRES MESURES		
5.1 Autres mesures		
In vivo : développer une stratégie québécoise de soins de santé personnalisés	-1,0	-1,0
Nouvelles mesures de lutte à l'évasion fiscale et le travail au noir	-9,0	-7,4
Aide aux propriétaires d'une résidence endommagée par la pyrrhotite	-3,0	-3,0
SOUS-TOTAL - AUTRES MESURES	-13,0	-11,4
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES	-119,5	-140,4

Note : Un montant négatif indique un coût pour le gouvernement.
(1) Estimation de la dépense probable. La dépense probable confirmée sera publiée dans les prochains comptes publics.
(2) Majoration autorisée par le Conseil du trésor.
(3) Une portion de la provision pour perte attribuable aux FLI avait été imputée en 2011-2012, mais elle sera réalisée ultérieurement.

Q-4 Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au Plan budgétaire pour 2011-2012.

DÉTAIL DE LA RUBRIQUE « AUTRES PROGRAMMES » DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
(en millions de dollars)

	2011-2012 ^P
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	283,1
Intégration des immigrants	283,1
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	46,1
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	0,2
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45,9
FINANCES	-250,8
Transfert fiscal au titre de l'ancien programme d'allocations aux jeunes	-684,7
Bilinguisme	38,5
Programme canadien de prêts aux étudiants	288,7
Droit à l'exportation du bois d'œuvre	16,4
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54,5
Subside basé sur la population	5,3
Compensation fédérale à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital	0,0
Financement de base de Chantiers Canada	12,5
Fonds pour le recrutement de policiers	18,0
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	119,3
Enseignement aux enfants indiens	119,3
JUSTICE	30,5
Conseillers juridiques auprès des Autochtones	0,5
Informations concernant les sentences	0,1
Enregistrement des actions en divorce	0,0
Aide juridique	27,2
Mesures québécoises de justice familiale	2,7
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	764,0
Entente relative au marché du travail (EDMT)	648,1
Entente Canada-Québec sur le marché du travail 2008-2014 (EMT)	115,9
TRANSPORTS	0,3
Entretien de chemins fédéraux	0,1
Aménagement d'aéroports (amortissement revenus reportés)	0,2
TOTAL DES AUTRES PROGRAMMES	992,5

P : Prévision du budget du Québec de mars 2012.

Q-5 Copie de toutes les études et analyses produites en 2011 et en 2012 portant sur les impacts de modifications à la structure fiscale du Québec.

- Les études et analyses produites portant sur les impacts de modifications à la structure fiscale du Québec ont toutes, sans exception, fait l'objet d'une publication sous forme de bulletin d'information ou de renseignements additionnels sur les mesures du budget.
- Chacun des documents publiés depuis le 1^{er} avril 2011 peut être consulté à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca
- Ces documents sont les suivants :
 - *Bulletin d'information 2011-2* du 31 mai 2011;
 - *Bulletin d'information 2011-3* du 6 juillet 2011;
 - *Bulletin d'information 2011-4* du 27 octobre 2011;
 - *Bulletin d'information 2011-5* du 21 décembre 2011;
 - *Bulletin d'information 2012-1* du 13 janvier 2012;
 - *Bulletin d'information 2012-2* du 18 février 2012;
 - *Budget 2012-2013 – Renseignements additionnels sur les mesures fiscales du Budget*, 20 mars 2012

Q-6 Copie de toutes les études et analyses produites en 2011 et en 2012 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) et portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières au Québec avec d'autres juridictions.

Dans le cadre d'une séance d'information technique sur le régime de redevances minières, le ministre des Finances a présenté le 15 septembre dernier une présentation acétate intitulée *Tirer profit de l'essor du secteur minier*.

Cette présentation est disponible à l'adresse Internet suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Communiqués/fr/COMFR_2011_0915-ann.pdf

Q-7 Copie de toutes les études ou analyses produites en 2011 et 2012 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) portant sur les impacts de hausses de tarifs, de taxes ou de nouvelles tarifications dans les services publics telles que la hausse des droits de scolarité.

- Dans le cadre des travaux menant à la hausse des droits de scolarité, le gouvernement a rendu public un document de réflexion à l'intention des partenaires du milieu de l'éducation portant sur « L'avenir des universités et leur contribution au développement du Québec ».
 - On y présente notamment les résultats de l'évaluation de la situation financière des universités, l'évolution et la comparaison de la participation des étudiants au financement des universités, de même que plusieurs constats sur l'accessibilité financière aux études.
 - Rencontres des partenaires en éducation - *Document d'appui à la réflexion – L'Avenir des universités et leur contribution au développement du Québec*, 6 décembre 2010

(<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/index.asp?page=fiche&id=1682>)
- Le budget 2011-2012 présente les décisions prises par le gouvernement à l'égard du financement des universités.
 - *Un plan de financement des universités équitable et équilibré – Pour donner au Québec les moyens de ses ambitions.*

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2011-2012/index.asp>
- Le rapport sur le financement des services publics pour l'année financière 2009-2010 présente l'ensemble des revenus de tarification perçus par les organismes gouvernementaux, lesquels contribuent à financer les services publics.
 - <http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/page.asp?sectn=38&contn=389>

Q-8 Liste détaillée de toutes les revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.

**IMPACT SUR LES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU QUÉBEC
DU RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**
(en millions de dollars)

Traitement similaire à Hydro One, dans le cadre de la péréquation, des dividendes versés par Hydro-Québec au gouvernement du Québec et découlant des activités de transport et de distribution d'électricité	Environ 300
Réduction du coût du programme de péréquation d'une manière équitable en appliquant au résultat de la « formule O'Brien » une réduction égale, en dollars par habitant, des droits de péréquation des provinces	Entre 358 et 508 ⁽¹⁾
Différend à l'égard du programme de stabilisation des revenus	127 (non récurrent)
Retour au programme de péréquation mis en place en 2007 sur la base des recommandations du rapport O'Brien	Plus de 1 000
Rétablissement du niveau des transferts pour l'éducation postsecondaire et les autres programmes sociaux au niveau qui prévalait en 1994-1995 en tenant compte de l'inflation	Environ 800
Répartition de la composante « aide sociale » du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) sur la base du nombre de bénéficiaires d'aide sociale par province plutôt que sur une base par habitant	Environ 500
Maintien de l'enveloppe supplémentaire au Transfert canadien en matière de santé (TCS) pour annuler l'impact négatif sur les paiements du Québec à la suite de l'entrée de l'Ontario à titre de bénéficiaire de péréquation jusqu'à la fin de l'entente sur la santé (31 mars 2014)	Environ 60 (à compter de 2011-2012)
Réclamation du Québec concernant le grand verglas de 1998	Environ 400 (non récurrent)

Note 1 : L'impact pour le Québec dépend du règlement préalable du traitement équitable des revenus d'Hydro-Québec dans la formule. Si ce dossier est réglé, la réduction équitable du coût du programme rapporterait 358 M\$ de plus au Québec. Sinon, cette mesure rapporterait 508 M\$ de plus au Québec.

Q-9 Évolution détaillée sur cinq ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).

REVENUS CONSOLIDÉS					
ÉVOLUTION DES REVENUS PAR SOURCE					
(en millions de dollars)					
	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12 ^P	2012-13 ^P
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU					
REVENUS AUTONOMES⁽¹⁾					
IMPÔTS SUR LES REVENUS ET LES BIENS					
IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	17 103	16 459	17 913	18 897	19 547
COTISATIONS AU FONDS DES SERVICES DE SANTÉ	5 631	5 797	5 974	6 162	6 386
IMPÔTS DES SOCIÉTÉS					
- Impôt sur le revenu ⁽²⁾	2 278	2 169	2 373	n.d.	n.d.
- Taxe sur le capital ⁽²⁾	797	551	270	n.d.	n.d.
- Taxe sur les services publics (TSP)	368	377	370	n.d.	n.d.
- Taxe sur primes d'assurance	356	390	398	n.d.	n.d.
- Taxe compensatoire ⁽³⁾	117	114	228	n.d.	n.d.
- Sous-total aux impôts des sociétés	3 916	3 601	3 639	4 078	4 324
SOUS-TOTAL	26 650	25 857	27 526	29 137	30 257
TAXES À LA CONSOMMATION					
VENTES AU DETAIL	10 472	10 473	11 468	13 318	15 229
TABAC	594	664	764	752	746
BOISSONS ALCOOLIQUES	430	433	446	445	457
AUTRES	17	16	-9	33	18
SOUS-TOTAL	11 513	11 586	12 669	14 548	16 450
DROITS ET PERMIS					
RESSOURCES NATURELLES					
- Ressources forestières	2	3	3	1	3
- Ressources minières	6	97	304	362	351
- Ressources hydrauliques	1	5	3	3	3
- Sous-total, ressources naturelles	9	105	310	366	357
AUTRES	243	249	275	277	287
SOUS-TOTAL	252	354	585	643	644
REVENUS DIVERS					
VENTES DE BIENS ET SERVICES	428	448	438	334	340
INTÉRÊTS	635	387	438	433	472
AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS	661	619	731	505	540
SOUS-TOTAL	1 724	1 454	1 607	1 272	1 352
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES					
DU GOUVERNEMENT					
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	806	867	915	962	990
LOTO-QUÉBEC	1 375	1 252	1 247	1 167	1 221
HYDRO-QUÉBEC	3 098	2 943	2 478	2 586	2 625
AUTRES	-266	-184	198	49	59
SOUS-TOTAL	5 013	4 878	4 838	4 764	4 895
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	45 152	44 129	47 225	50 364	53 598
TRANSFERTS FÉDÉRAUX					
PÉRÉQUATION	8 028	8 355	8 552	7 815	7 391
PAIEMENT DE PROTECTION				369	362
TRANSFERTS POUR LA SANTÉ	3 740	4 148	4 309	4 511	4 821
TRANSFERT POUR L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET LES					
AUTRES PROGRAMMES SOCIAUX	1 267	1 461	1 455	1 488	1 515
AUTRES PROGRAMMES	988	1 197	1 109	992	975
COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA VENTE DU QUÉBEC					733
(TVQ) À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)					
TOTAL DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX	14 023	15 161	15 425	15 175	15 797
TOTAL DES REVENUS AU FONDS GÉNÉRAL	59 175	59 290	62 650	65 539	69 395
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES, FONDS SPÉCIAUX					
ET RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION ⁽⁴⁾					
FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	7 015	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
FONDS SPÉCIAUX	n.d.	6 874	7 372	8 168	8 882
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	n.d.	17 446	17 335	17 621	18 749
RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION	n.d.	33 664	34 560	35 786	37 303
FONDS DES GÉNÉRATIONS	587	725	760	848	911
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	966	1 152	1 758	2 143	1 368
TRANSFERTS LIÉS AU RÉGIME FISCAL	4 686	4 978	5 163	5 202	5 286
AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION	798	-45 525	-46 735	-48 950	-51 166
SOUS-TOTAL	14 052	19 314	20 213	20 818	21 333
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	73 227	78 604	82 863	86 357	90 728

P : Résultats préliminaires pour 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

(1) Les données ont été redressées afin de refléter la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) et le Fonds relatif à l'adminstration fiscale (FRAF), ainsi que la comptabilisation de la provision pour créances douteuses (PCD) à l'encontre des revenus budgétaires.

(2) Après répartition des crédits d'impôt à l'encontre des revenus d'impôt sur le revenu et de la taxe sur le capital.

(3) Depuis le 1^{er} juillet 1992, les institutions financières présentes au Québec sont assujetties à une taxe compensatoire.

(4) Pour 2008-2009, les données pour les fonds spéciaux et les organismes autres que budgétaires sont présentées globalement.

Q-10 Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région.

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- Les données présentées pour les années 2011-2012 et 2012-2013 constituent des prévisions. En effet, il est trop tôt pour obtenir des données réelles quant au coût et au nombre d'entreprises bénéficiaires des mesures fiscales.
 - Il faut comprendre que les sociétés ont jusqu'à 6 mois après la fin de leur exercice financier pour soumettre leur déclaration d'impôt auprès de Revenu Québec, qui doit ensuite les traiter.
- Ainsi, ce n'est qu'à partir de 2014 qu'il sera possible d'obtenir un portrait plus réel de l'utilisation des mesures fiscales destinées aux entreprises des régions ressources pour les années visées.

Modifications aux mesures fiscales à la suite du Bulletin d'information 2009-8

- Le 10 décembre 2009, le gouvernement a annoncé des modifications importantes aux mesures fiscales aux régions ressources, en raison du contexte économique difficile et afin de minimiser les impacts pour les régions ressources de la transition vers le nouveau régime plus incitatif à l'investissement :
 - Prolongation de deux ans, jusqu'au 31 décembre 2012, du crédit d'impôt pour les activités de transformation. Pour les régions les plus éloignées, la prolongation du crédit d'impôt est de cinq ans et s'étend jusqu'au 31 décembre 2015.
 - Le taux est réduit de 30 % à 20 % pour 2010 et à 10 % par la suite.
 - Possibilité de cumuler dès 2010 le crédit d'impôt pour les activités de transformation avec le crédit d'impôt à l'investissement à taux majoré.
 - Bonification du taux du crédit d'impôt à l'investissement en région centrale et réduction du taux majoré pour la partie ouest du Bas-Saint-Laurent.
 - Simplification et bonification du crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes et du crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium.
- Il faut rappeler que dans le cadre du budget 2008-2009, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un régime fiscal plus favorable à l'investissement, et ce, dans le but d'accroître la productivité des entreprises et de renforcer leur compétitivité à l'échelle mondiale. Le nouveau régime est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015.

- Ce nouveau régime, qui donne accès au crédit d'impôt à l'investissement à toutes les entreprises du Québec depuis 2011, prévoyait entre autres, l'abolition du crédit d'impôt pour les activités de transformation dans les régions ressources et du congé fiscal pour les PME manufacturières dans les régions ressources éloignées dès le 1^{er} janvier 2011.

Prévisions

- Pour les années 2011-2012 et 2012-2013, le total des mesures fiscales aux régions ressources est estimé à 133 M\$ et 116 M\$ respectivement. Cette diminution s'explique notamment par l'impact de la fin du congé fiscal pour les PME manufacturières au 31 décembre 2010.
 - La baisse du crédit d'impôt pour les activités de transformation est compensée par la hausse du crédit d'impôt à l'investissement.
- Grâce aux modifications du Bulletin d'information du 10 décembre 2009, les entreprises des régions ressources recevront une aide financière supérieure par rapport à la situation prévue initialement.
 - Dès 2011-2012, les entreprises bénéficieront d'un montant additionnel de 20 M\$.
 - Au total, sur la période 2010-2011 à 2015-2016, **l'aide fiscale supplémentaire accordée aux entreprises des régions ressources atteindra plus de 100 M\$.**

MESURES FISCALES AUX RÉGIONS RESSOURCES, 2011-2012 ET 2012-2013

Mesures fiscales	Nombre d'entreprises ⁽¹⁾	Montant d'aide (M\$)	
		2011-2012	2012-2013
Avant les modifications apportées en décembre 2009⁽²⁾			
Crédit d'impôt pour les activités de transformation	600	21	—
Crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes	60	6	5
Crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium	60	5	4
Congé fiscal pour les PME manufacturières	1 000	16	—
Crédit d'impôt à l'investissement	1 000	65	74
Sous-total	—	113	83
Après les modifications apportées en décembre 2009			
Crédit d'impôt pour les activités de transformation	600	34	25
Crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes	80	13	13
Crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium	60	7	7
Congé fiscal pour les PME manufacturières	1 000	16	—
Crédit d'impôt à l'investissement	1 000	63	71
Sous-total	—	133	116
ÉCART	—	20	33

(1) Nombre moyen d'entreprises réclamant l'aide fiscale. À noter que certaines entreprises peuvent bénéficier de plus d'une mesure fiscale.

(2) Les prévisions ont été ajustées pour exclure l'impact des modifications apportées en décembre 2009.
Source : Prévisions du MFQ.

Répartition régionale des mesures fiscales pour les régions ressources

- Les entreprises des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Bas-Saint-Laurent reçoivent plus de 40 % des mesures fiscales octroyées aux régions ressources, et ce, autant en 2011-2012 qu'en 2012-2013.

RÉPARTITION RÉGIONALE DU COÛT DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES, 2011-2012⁽¹⁾
(en millions de dollars)

Régions ou territoires	Crédits d'impôt sur les salaires	Congé fiscal pour les PME manufacturières	Crédit d'impôt à l'investissement	Total
Bas-Saint-Laurent	13	4	8	25
Saguenay–Lac-Saint-Jean	18	7	12	37
Mauricie	8	f	15	23
Abitibi-Témiscamingue	3	3	14	20
Côte-Nord	2	1	7	10
Nord-du-Québec	f	f	3	3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9	1	2	12
MRC d'Antoine-Labelle, de Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau	1	f	2	3
Total	54	16	63	133

(f) Coût inférieur à 1 M\$.

(1) Prévisions du MFQ. La répartition entre les régions ressources est basée sur une moyenne des trois dernières années connues (2007-2009), ajustée aux nouveaux paramètres.

RÉPARTITION RÉGIONALE DU COÛT DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES, 2012-2013⁽¹⁾
(en millions de dollars)

Régions ou territoires	Crédits d'impôt sur les salaires	Congé fiscal pour les PME manufacturières	Crédit d'impôt à l'investissement	Total
Bas-Saint-Laurent	10	—	9	19
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15	—	13	28
Mauricie	6	—	17	23
Abitibi-Témiscamingue	2	—	15	17
Côte-Nord	2	—	8	10
Nord-du-Québec	f	—	4	4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9	—	3	12
MRC d'Antoine-Labelle, de Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau	1	—	2	3
Total	45	—	71	116

(f) Coût inférieur à 1 M\$.

(1) Prévisions du MFQ. La répartition entre les régions ressources est basée sur une moyenne des trois dernières années connues (2007-2009), ajustée aux nouveaux paramètres.

FISCALITÉ DES PARTICULIERS

- Les données à l'égard des particuliers présentées pour les années 2011-2012 et 2012-2013 sont des prévisions des dépenses fiscales.
- Une seule mesure concerne directement les régions ressources dans le régime d'imposition des particuliers, soit le crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée, qui a été introduit à l'occasion du budget 2004-2005.
 - De 2003 à 2005, le crédit d'impôt était égal à 40 % du salaire admissible, jusqu'à concurrence de 8 000 \$.
 - À compter de 2006, le crédit d'impôt a été plafonné à 3 000 \$ par année et 8 000 \$ à vie, afin de favoriser davantage la rétention en région des nouveaux diplômés. De plus, il est devenu non remboursable.
 - Récemment, le plafond à vie du crédit d'impôt a été porté à 10 000 \$ pour les nouveaux diplômés qui atteignent un niveau d'études postsecondaires. La bonification s'applique aux particuliers qui occupent un emploi admissible après le 20 mars 2012.
 - Les nouveaux diplômés en formation professionnelle d'un établissement d'études secondaires continueront de bénéficier d'un montant maximum cumulatif de 8 000 \$.

IMPACT FINANCIER DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES NOUVEAUX DIPLÔMÉS
TRAVAILLANT DANS UNE RÉGION RESSOURCE ÉLOIGNÉE
(en millions de dollars)

	2011-2012 ⁽¹⁾	2012-2013 ⁽¹⁾
Abitibi-Témiscamingue	9,7	10,8
Bas-Saint-Laurent	10,7	11,9
Capitale-Nationale	0,3	0,3
Centre-du-Québec	0,1	0,1
Chaudière-Appalaches	0,2	0,2
Côte-Nord	5,6	6,2
Estrie	0,1	0,1
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	4,1	4,6
Lanaudière	0,05	0,06
Laurentides	1,3	1,4
Laval	0,04	0,04
Mauricie	0,8	0,9
Montérégie	0,2	0,2
Montréal	0,2	0,2
Nord-du-Québec	1,8	2,0
Outaouais	0,9	1,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	18,9	21,0
TOTAL	55,0	61,0

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) La répartition entre les régions ressources est celle de l'année 2010, soit la dernière année connue.

Q-11 Taux d'emprunt des émissions de dette en 2011 et 2012. Écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les cinq prochaines années. Prévisions sur l'écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins.

TAUX DE RENDEMENT SUR LES OBLIGATIONS À 10 ANS EN 2011-2012⁽¹⁾
(en pourcentage)

	Taux Québec	Taux Ontario	Écart Québec-Ontario
Avril 2011	4,13	4,11	0,02
Mai 2011	3,92	3,90	0,02
Juin 2011	3,80	3,77	0,03
Juillet 2011	3,73	3,69	0,04
Août 2011	3,37	3,30	0,07
Septembre 2011	3,21	3,15	0,06
Octobre 2011	3,32	3,25	0,07
Novembre 2011	3,18	3,10	0,08
Décembre 2011	3,05	2,96	0,09
Janvier 2012	2,97	2,90	0,07
Février 2012	2,99	2,93	0,06
Mars 2012	3,12	3,08	0,04
Moyenne	3,40	3,35	0,05

(1) Moyennes de données quotidiennes.
Source : PC-Bond.

Les informations suivantes sont publiées par le ministère des Finances dans les documents budgétaires.

MARCHÉS FINANCIERS CANADIENS
(taux en pourcentage)

	2011	2012	2013	2014
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,0	1,4
Bons du Trésor Canada – 3 mois	0,9	0,9	1,0	1,4
Obligations Canada – 10 ans	2,8	2,3	3,0	3,7

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Q-12 L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des cinq dernières années. (Reproduire et mettre à jour toute l'information fournie en réponse aux questions particulières 10 et 11 de l'année dernière.)

DROITS MINIERS

- Les données présentées sont celles publiées dans les comptes publics.
 - Pour 2010-2011, les droits miniers nets estimée sont de 305 M\$, en très forte hausse par rapport aux années précédentes.

**DROITS MINIERS NETS PERÇUS AUPRÈS DES SOCIÉTÉS MINIÈRES –
2001-2002 À 2010-2011**
(en millions de dollars)

	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Droits miniers nets⁽¹⁾	17,9	19,3	5,6	16,4	42,8	35,6	44,0	-10,3	99,4	305,4

(1) Droits miniers nets, incluant les crédits de droits remboursables pour perte.
Source : Comptes publics.

PRÉLÈVEMENTS FISCAUX MIS À JOUR

- Le tableau ci-après présente les prélèvements effectués auprès des sociétés minières pour les années 2006 à 2010.
 - Les données présentées dans ce tableau sont établies en fonction des déclarations des exploitants et compilées sur une base d'année civile selon leur date de fin d'exercice financier.
 - Les prélèvements fiscaux pour 2009 sont préliminaires et ceux pour 2010 constituent une estimation puisque les données réelles sont encore fragmentaires.
 - Les données finales pour l'année 2009 et préliminaires pour l'année 2010 seront disponibles à l'automne 2012.

PRÉLÈVEMENTS FISCAUX DIRECTS EFFECTUÉS AUPRÈS DES SOCIÉTÉS MINIÈRES
(prélèvements fiscaux et régime de droits miniers, en millions de dollars)

	2006	2007	2008	2009 ^p	2010 ^e
Prélèvements fiscaux¹					
<i>Impôt à payer au Québec</i>					
Revenu imposable au Québec	418	289	602	580	1 345
Impôt à payer au Québec	40	29	69	69	160
<i>Taxe sur le capital</i>					
Capital versé au Québec	9 689	8 416	10 833	9 524	12 222
Taxe sur le capital à payer	31	33	26	20	11
<i>Cotisation des employeurs au FSS</i>					
Salaires versés	755	790	928	1 047	1 165
Cotisation au FSS	32	33	39	44	49
Sous-total - prélèvements fiscaux	104	95	133	133	220
Régime de droits miniers					
<u>Sociétés productrices</u>					
Valeur brute de production	3 127	3 784	4 376	3 952	5 741
Nombre de sociétés productrices	23	25	20	18	19
Nombre de sociétés productrices ayant déclaré des droits miniers à payer	7	7	10	11	9
<i>Droits miniers</i>					
Profit minier	462	333	866	484	2 026
Droits miniers déclarés	68	49	113	61	281
Crédits de droits réclamés	-5	-3	-5	-1	-3
Droits miniers nets : sociétés productrices	63	46	108	60	278
<u>Sociétés juniors</u>					
Crédits de droits réclamés par les sociétés juniors	-12	-27	-38	-37	-15
Sous-total - régime de droits miniers (nets)	51	19	70	23	263
TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS	155	113	204	156	483

(1) Les prélèvements fiscaux pour 2009 sont préliminaires et ceux pour 2010 constituent une estimation.

Note : Différents facteurs expliquent le fait que certaines sociétés ne déclarent pas de droits miniers en 2010. Même dans le nouveau régime, lorsque la mine est en début d'exploitation, elle peut déduire une forte part de la valeur de ses investissements en capital (taux d'amortissement de 30 %). De plus, le régime n'étant pas rétroactif, certaines mines peuvent bénéficier des déductions accumulées sous l'ancien régime. Pour 2010, la production des 9 sociétés ayant déclaré des droits miniers représente près de 80 % de la valeur de la production déclarée par l'ensemble des sociétés productrices.

p : préliminaire

e : estimation

RETOMBÉES FISCALES DU SECTEUR

- Les retombées fiscales totales du secteur sont estimées à 757 M\$ pour 2010 et à 8,4 G\$ de 2010 à 2016.
 - En plus des droits miniers et des prélèvements fiscaux faits auprès des sociétés minières, elles incluent l'impôt des sociétés, l'impôt des particuliers, la taxe sur le capital et la cotisation des employeurs au FSS associées aux activités des fournisseurs et des investissements du secteur.
 - Au net, en considérant également l'aide fiscale à l'exploration destinée aux entreprises, les retombées fiscales sont estimées à 617 M\$ en 2010 et à 7,5 G\$ pour 2010 à 2016.

RETOMBÉES FISCALES DES ACTIVITÉS MINIÈRES AU QUÉBEC
(en millions de dollars)

	2010	2010 à 2016
Droits miniers	304	2 614
Retombées fiscales		
Directes	303	3 312
Indirectes	151	2 453
Sous-total	453	5 765
Sous-total - Retombées fiscales et droits miniers	757	8 379
Aide fiscale à l'exploration ¹	-140	-910
Total	617	7 469

(1) Excluant le coût des mesures relatives aux actions accréditatives disponibles pour les particuliers (42 M\$ en 2010).
Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Q-13 Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement, relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années.

- Une mesure fiscale s'adresse spécifiquement aux sociétés minières, soit le crédit d'impôt relatif aux ressources. Il s'agit d'une aide fiscale qui permet d'appuyer les travaux d'exploration minière.
 - Ces travaux sont réalisés en majeure partie par des sociétés juniors d'exploration. Il s'agit de petites ou moyennes entreprises qui n'exploitent pas encore de ressources minérales.
- Par ailleurs, les particuliers investisseurs peuvent bénéficier du régime d'actions accréditatives. Cette mesure vise à favoriser le financement des entreprises minières. Elle est disponible dans toutes les juridictions canadiennes et ne s'adresse pas aux entreprises, mais bien aux investisseurs.
- Le tableau suivant présente la dépense fiscale relative au secteur minier selon la publication Dépenses fiscales 2011.

DÉPENSE FISCALE RELATIVE À L'INDUSTRIE MINIÈRE
(en millions de dollars)

	2007	2008	2009	2010	2011
Aide directe aux entreprises minières (impôt des sociétés)					
— Crédit d'impôt relatif aux ressources	124	137	95	140	150
Aide aux investisseurs (impôt des particuliers)					
— Actions accréditatives (baisse d'impôt)	45	27	21	42	45
Total	169	164	116	182	195

- Les travaux d'exploration actuels généreront des développements miniers dans les années futures. Les retombées économiques et fiscales liées à l'exploitation de nouveaux gisements se concrétiseront à moyen et long terme.
- Par ailleurs, en 2010, les retombées fiscales (directes et indirectes ainsi que les droits miniers) du secteur minier sont estimées à 757 M\$ en 2010.

BUDGET 2012-2013

- Le budget 2012-2013 a annoncé la réduction de plus du quart des taux du crédit d'impôt relatif aux ressources à compter du 1er janvier 2014.
- Le tableau suivant présente les nouveaux taux qui seront applicables à compter du 1er janvier 2014.

TAUX DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE RELATIF AUX RESSOURCES
(en pourcentage)

Frais admissibles	Sociétés juniors		Sociétés productrices	
	Taux actuel	Taux à compter du 1 ^{er} janvier 2014	Taux actuel	Taux à compter du 1 ^{er} janvier 2014
Ressources minérales, puits de pétrole ou de gaz				
– Moyen-Nord ou Grand-Nord	38,75	28,75	18,75	13,75
– Ailleurs au Québec	35	25	15	10
Pierre de taille	15	10	15	10
Énergie renouvelable et économie d'énergie	35	35	30	30

- Par ailleurs, en échange d'une option de prise de participation de l'État, les sociétés d'exploration pourront bénéficier de taux bonifiés relatifs au crédit d'impôt relatif aux ressources.

**TAUX DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE RELATIF AUX RESSOURCES À
COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014**
(en pourcentage)

Frais admissibles	Sociétés juniors		Sociétés productrices	
	Sans option de participation	Avec option de participation	Sans option de participation	Avec option de participation
Ressources minérales, puits de pétrole ou de gaz				
– Moyen-Nord ou Grand- Nord	28,75	38,75	13,75	18,75
– Ailleurs au Québec	25	35	10	15
Pierre de taille	10	15	10	15
Énergie renouvelable et économie d'énergie	35	35	30	30

DÉPENSE BUDGÉTAIRE

- Le tableau suivant présente la dépense budgétaire relative au secteur minier selon les différentes éditions de la publication Comptes publics.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE RELATIVE À L'INDUSTRIE MINIÈRE
(en millions de dollars)

	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Aide à l'exploration minérale	1,7	2,4	0,1	0,5	1,1
Assistance à l'industrie minérale	1,7	1,4	2,0	2,0	1,5
Fonds du patrimoine minier	—	—	8,0	6,9	12,6
Total	3,4	3,8	10,1	9,4	15,2

Source : Comptes publics du Québec.

Q-14 Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des dix dernières années.

PROFIT MONDIAL AVANT IMPÔTS DÉCLARÉS PAR LES SOCIÉTÉS MINIÈRES – 2001 À 2010
(en millions de dollars)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Profit mondial avant impôts	996	1 148	939	605	1 358	1 597	1 517	5 338	1 591	1 039

Note : Somme des revenus nets (pertes nettes), avant considération des pertes d'autres années, des dividendes imposables, et avant l'application de la proportion des affaires faites au Québec.

MÉCANIQUE DU RÉGIME FISCAL À L'ÉGARD DES SOCIÉTÉS	
<ul style="list-style-type: none">– Le profit avant impôts présente le profit de l'ensemble des activités réalisé par l'entreprise (au Québec et à l'extérieur du Québec).– Le régime fiscal à l'égard des entreprises prévoit certaines déductions applicables sur le profit des entreprises. Ainsi, pour obtenir le revenu imposable d'une entreprise, on doit :<ul style="list-style-type: none">▪ Déduire les dons, dividendes imposables et les pertes d'autres années.– Ensuite, pour obtenir le revenu imposable au Québec, on doit multiplier le revenu imposable par la proportion des affaires faites au Québec.	
A	Profit mondial avant impôt
B	Déductions : <ul style="list-style-type: none">- Dons- Dividendes imposables- Pertes d'autres années
C = A - B	Revenu imposable
D	Proportion des affaires faites au Québec
C x D	Revenu imposable au Québec

Q-15 Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des dix dernières années

- Le calcul de l'élasticité est produit pour la période 2007-2008 à 2013-2014.
- De façon générale, l'élasticité moyenne observée des revenus au PIB nominal est de l'ordre de 1,0. Une hausse de 1 % du PIB nominal implique une augmentation de 1 % des revenus autonomes.
- Pour la période de 2007-2008 à 2013-2014, l'élasticité annuelle moyenne est de 1,0.
 - Pour établir l'élasticité des revenus au PIB, il est nécessaire de ramener les revenus sur une base comparable, c'est-à-dire en excluant l'impact financier des mesures prises par le gouvernement.
- Sur une base annuelle, l'élasticité peut être différente de 1 puisque les assiettes taxables n'évoluent pas toutes de façon proportionnelle au PIB.

REVENUS AUTONOMES SUR BASE COMPARABLE
(en millions de dollars)

	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	Moyenne 07-08 à 13-14 ⁽¹⁾
Revenus excluant entreprises du gouvernement	40 856	40 139	39 251	42 387	45 600	48 703	50 992	
<i>Variation en %</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>-2,2</i>	<i>8,0</i>	<i>7,6</i>	<i>6,8</i>	<i>4,7</i>	
Moins :								
Mesures du budget 2012-2013						- 52	- 111	
Harmonisation de la TVQ à la TPS						55	245	
Mesures du budget 2011-2012					- 39	- 73	- 111	
Cibles additionnelles de récupération fiscale					150	200	200	
Impact du Plan de retour à l'équilibre budgétaire								
• Budget 2010-2011				234	645	1 538	1 682	
• Budget 2009-2010				602	1 528	1 839	2 199	
Mesures annoncées depuis le budget 2008-2009								
• Mesures du 10 décembre 2009 (B.I 2009-8)				- 13	- 85	- 102	- 102	
• Énoncé économique du 14 janvier 2009			- 260	- 20	- 20	- 20	- 20	
• Le Point de l'automne 2008		- 26	- 176	- 179	- 193	- 207	- 207	
Mesures des budgets antérieurs								
• Réduction de l'impôt des particuliers	- 607	- 1 396	- 1 380	- 1 541	- 1 602	- 1 676	- 1 676	
• Réduction aux impôts des sociétés	- 176	- 532	- 865	- 1 051	- 1 552	- 1 625	- 1 625	
• Autres mesures fiscales	48	2	45	114	108	110	111	
Ressources naturelles	86	9	105	310	366	357	407	
Pacte fiscal avec les municipalités	- 148	- 173	- 214	- 259	- 295	- 380	- 472	
Autres facteurs ⁽²⁾	85	- 233	- 408	- 245	- 65	155	159	
Revenus sur base comparable	41 664	42 528	42 426	44 435	46 654	48 584	50 411	
<i>Variation en %</i>	<i>4,7</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,7</i>	<i>5,0</i>	<i>4,1</i>	<i>3,8</i>	<i>3,23</i>
<i>Variation du PIB en %</i>	<i>4,8</i>	<i>2,9</i>	<i>0,1</i>	<i>4,8</i>	<i>4,6</i>	<i>3,8</i>	<i>4,2</i>	<i>3,36</i>
<i>Élasticité</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>

Note : La variation du PIB est en année civile.

(1) Croissance annuelle moyenne pour les revenus et le PIB nominal.

(2) Comprend notamment les ajustements relatifs à la conciliation des retenues à la source des employeurs et de travailleurs autonomes, la compensation financière du gouvernement fédéral pour l'élimination de la taxe sur le capital ainsi que l'impact des revenus provenant des régimes de pensions privées.

Q-16 Quel est l'impact financier net pour le gouvernement de la règle des 15 ans dans le domaine pharmaceutique pour l'année 2012 et chacune des dix années précédentes.

- Dans le budget de dépenses 2012-2013, il est prévu que le coût brut de la règle des 15 ans pour 2012-2013 sera de 174 M\$, en baisse de 19 M\$ par rapport à 2011-2012.
 - La fin des brevets de certains médicaments et la substitution vers les médicaments génériques expliquent notamment la réduction du coût brut.
- En ce qui concerne le coût net, une étude du MFQ en 2005 estimait que les retombées fiscales pour le gouvernement du Québec découlant de l'application de la règle des 15 ans étaient supérieures à son coût de 12 M\$.
 - Cette étude n'a pas fait l'objet d'une mise à jour, en raison notamment de la non disponibilité des données nécessaires qui ne sont plus produites par Statistique Canada.

COMPENSATION DU GOUVERNEMENT¹ AU FINANCEMENT DE LA RÈGLE DES 15 ANS
(en millions de dollars)

2002-03 à 2005-06	2006- 2007	2007- 2008	2008- 2009	2009- 2010	2010- 2011	2011- 2012	2012- 2013 ^P
10	30	41	77	162	158	193	174

P : Prévision : budget de dépenses 2012-2013, volume II, p. 170.

1 Représente la compensation versée par le gouvernement au Fonds de l'assurance médicament pour financer l'application de la règle des 15 ans. En effet, pour une période de 15 ans suivant l'inscription d'un médicament sur la liste des médicaments autorisée par la RAMQ, le gouvernement s'est engagé à payer le prix du médicament innovateur même si le générique est disponible à un prix inférieur.

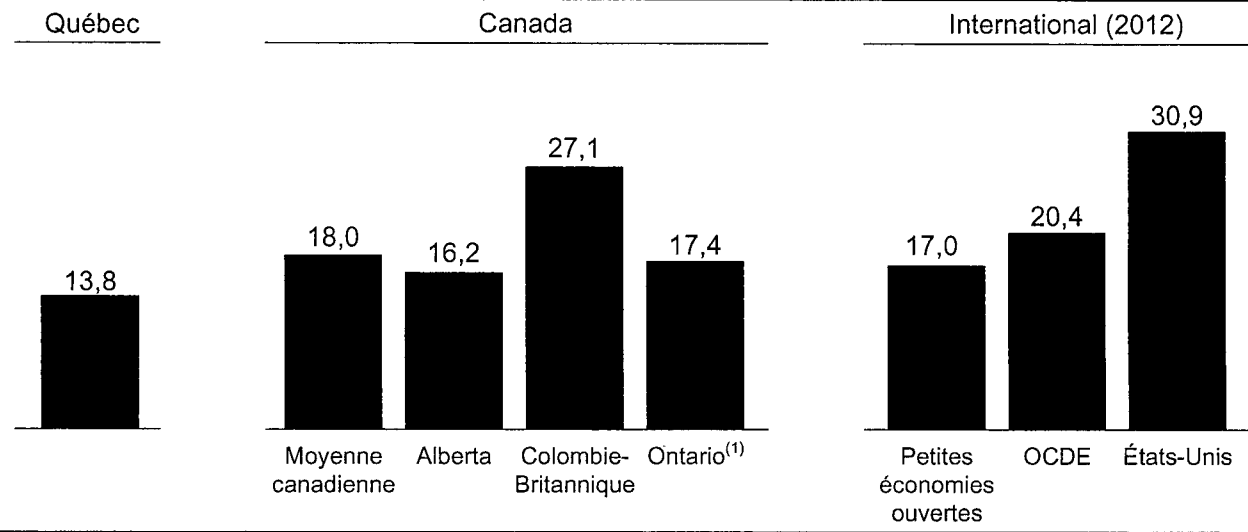
Q-17 Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2011-2012.

Aucune étude ni analyse portant sur la fiscalité des entreprises au Québec n'a été publiée en 2011 et jusqu'à ce jour en 2012.

Q-18 Comparaison pour l'année 2011 du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8.

- Les données permettant la comparaison de l'ensemble des provinces canadiennes sont relatives à l'année 2014.
- En 2014, les entreprises du Québec bénéficieront d'un taux effectif marginal d'imposition sur l'investissement (TEMI) qui sera l'un des plus faibles au Canada et qui se comparera avantageusement au niveau international.
 - Le TEMI du Québec sera de 13,8 %.
- Le TEMI des pays du G8 n'est pas disponible.

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI) – 2014
(en pourcentage)



(1) Le TEMI présenté pour l'Ontario prévoit un taux général de l'impôt à 10 % en 2014 alors que le Budget 2012 de l'Ontario prévoit que le taux d'imposition sera établi à 11,5 % tant que la province n'aura pas atteint l'équilibre budgétaire (prévu en 2017-2018). Une nouvelle évaluation du TEMI de l'Ontario, pour l'année 2014, sera présentée lorsque les données seront rendu disponibles.